

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 448

[2004/200252]

**18 DECEMBRE 2003.** — Décret-programme portant diverses mesures en matière de fiscalité régionale, de trésorerie et de dette, d'organisation des marchés de l'énergie, d'environnement, d'agriculture, de pouvoirs locaux et subordonnés, de patrimoine et de logement et de la Fonction publique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions relatives à la fiscalité

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant les articles 131, 132-2 et 135 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées à l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'article 32 de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par l'article 42, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 13 juillet 2001 :

1<sup>o</sup> A la première ligne, deuxième colonne, du tableau I, les mots « et entre cohabitants légaux » sont ajoutés après les mots « entre époux ».

2<sup>o</sup> Les deux dernières colonnes du tableau II sont remplacées par ce qui suit :

« Entre toutes autres personnes

a	b
p.c.	euros
30	
35	3.750,00
60	8.125,00
80	38.125,00
90	118.125,00 »

3<sup>o</sup> Cette disposition est complétée par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de la présente section, on entend par cohabitant légal la personne qui, au moment de la donation, était domiciliée avec le donateur et avait avec celui-ci une déclaration de cohabitation légale conformément aux dispositions du livre III, titre *Vbis*, du Code civil, à l'exception de deux personnes qui sont frères et/ou sœurs, oncle et neveu ou nièce, et tante et neveu ou nièce, pour autant que la déclaration de cohabitation légale ait été reçue plus d'un an avant la donation. ».

**Art. 2.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées à l'article 132-2 du même Code, remplacé par l'article 157 de la loi du 22 décembre 1989 :

1<sup>o</sup> Au 1<sup>o</sup> de cette disposition, les mots « ou du cohabitant légal » sont insérés entre les mots « du conjoint » et les mots « de l'adoptant »;

2<sup>o</sup> Au 3<sup>o</sup> de cette disposition, les mots « ou de son cohabitant légal » sont insérés entre les mots « de son conjoint » et le mot « ensemble ».

**Art. 3.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, dans l'article 135, alinéa 2, du même Code, remplacé par l'article 21 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 12 du 18 avril 1967, et modifié par l'article 158, 2<sup>o</sup>, de la loi du 22 décembre 1989, par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par l'article 42, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les mots « ou du cohabitant légal » sont insérés entre les mots « du conjoint » et le mot « donataire ».

**Art. 4.** La présente section entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Section 2.** — Modifications à la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993

**Art. 5.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, à l'article 12, § 2, de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993, modifié par les lois du 10 avril 1995, du 13 mars 2001 et du 10 juin 2001, les deux premiers alinéas sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« § 2. Pour les véhicules visés à l'article 4, deuxième alinéa, il est accordé, sur la demande du redevable :

1<sup>o</sup> un remboursement proportionnel de l'eurovignette à concurrence des périodes d'inactivité du véhicule pendant la période imposable.

Ce remboursement est égal à un ou deux douzièmes du montant annuel selon que les périodes d'inactivité du véhicule atteignent respectivement trente ou soixante jours;

2<sup>o</sup> un remboursement proportionnel de l'eurovignette à concurrence des périodes durant lesquelles ce véhicule a été utilisé sur le réseau routier de l'une des parties contractantes à l'Accord du 9 février 1994 visé à l'article 1<sup>er</sup>, lorsque cette partie contractante décide de mettre fin à la perception du droit d'usage et d'instaurer un péage, modifiant ainsi le territoire imposable commun en matière de droit d'usage, et lorsque ce réseau routier a effectivement fait l'objet d'un péage pendant la période pour laquelle le remboursement est postulé.

Ce remboursement est égal à un ou deux douzièmes du montant annuel selon que les périodes d'usage par ce véhicule du réseau routier susvisé faisant l'objet du péage atteignent respectivement trente ou soixante jours.

La demande peut postuler simultanément les deux causes de remboursement visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, survenues au cours de la même période imposable. Le montant à rembourser est diminué d'un montant de 25 euros par demande, au titre de frais administratifs. ».

**Art. 6.** La présente section produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition 2003.

*Section 3. — Modifications au Code des taxes  
assimilées aux impôts sur les revenus*

**Art. 7.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 45 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n° 14 du 18 avril 1967, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour ce qui concerne les appareils automatiques de jeux de hasard se trouvant dans les établissements de jeux de hasard de classe I, au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, la taxe, fixée à un pourcentage par tranche du produit brut de ces jeux, est calculée selon le barème suivant.

(en euros)	Pourcentage applicable
Tranche de bénéfice brut de 0,01 à 1.200.000	20 »
de 1.200.000,01 à 2.450.000	25 »
de 2.450.000,01 à 3.700.000	30 »
de 3.700.000,01 à 6.150.000	35 »
de 6.150.000,01 à 8.650.000	40 »
de 8.650.000,01 à 12.350.000	45 »
12.350.000,01 et plus	50 »

**Art. 8.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 77 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Ne tombent pas non plus sous l'application du présent titre les appareils automatiques de jeux de hasard qui se trouvent dans un établissement de jeux de hasard de classe I, au sens de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et qui sont soumis à ce titre à la taxe sur les jeux et les paris selon ce qui est prévu à l'article 45. ».

**Art. 9.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, dans l'article 91 du même Code, les mots « dont l'exploitation est interdite en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, complété par la loi du 19 avril 1963 et par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 novembre 1974 » sont remplacés par les mots « dont l'exploitation n'est pas autorisée à l'établissement où ils se trouvent, en exécution des articles 4, 7 et 8 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, ou dont l'exploitation par un établissement autorisé ne respecte pas les dispositions arrêtées par le Roi, en exécution de la même loi du 7 mai 1999 ».

**Art. 10.** La présente section entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2003, à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur le 30 décembre 2000.

*Section 4. — Modifications à l'article 60  
du Code des droits de succession et à l'article 140 du Code des droits d'enregistrement,  
d'hypothèque et de greffe*

**Art. 11.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 60 du Code des droits de succession est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. - § 1<sup>er</sup>. Les articles 55 et 59 ne sont applicables qu'aux organismes et institutions réunissant les conditions suivantes :

- a. l'organisme ou l'institution doit avoir un siège d'opération :
  - soit en Belgique;
  - soit dans l'Etat membre de la Communauté européenne dans lequel le de cujus résidait effectivement ou avait son lieu de travail au moment de son décès, ou dans lequel il a antérieurement effectivement résidé ou eu son lieu de travail;
- b. l'organisme ou l'institution doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature environnementale, philanthropique, philosophique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, culturelle, sportive, politique, syndicale, professionnelle, humanitaire, patriotique ou civique, d'enseignement, de soins aux personnes ou aux animaux, d'assistance sociale ou d'encadrement des personnes, au moment de l'ouverture de la succession;
- c. l'organisme ou l'institution doit avoir son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de l'Union européenne.

§ 2. Lorsque la personne morale mentionnée au paragraphe 1<sup>er</sup> est une association sans but lucratif valablement constituée en Belgique ou valablement constituée à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elle relève, dès lors que la valeur du legs dépasse 1.500 euros ou dès lors que le fonctionnaire dirigeant le bureau compétent en vertu de l'article 38 l'impose aux fins de vérifier la réunion des conditions du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'application du taux réduit est subordonnée au dépôt par l'association des documents et renseignements suivants, en même temps que la déclaration où est mentionné le legs recueilli et auprès du bureau compétent en vertu de l'article 38 :

- a. lorsque l'association est agréée conformément à l'article 110 du Code des impôts sur les revenus pendant la période où le de cujus est décédé : une copie certifiée conforme de l'agrément obtenu pour cette période;
- b. dans le cas contraire :
  - la copie des statuts en vigueur de l'association, accompagnée le cas échéant d'une traduction en français, et les références des publications légales de ces statuts;
  - l'adresse du siège de l'association;
  - l'indication des buts et des activités de l'association;
  - l'adresse des sièges d'opération de l'association, ainsi que leur dénomination si elle ne correspond pas à celle de l'association.

A la demande du fonctionnaire dirigeant le bureau compétent en vertu de l'article 38, aux fins de vérifier la réunion des conditions du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'application du taux réduit peut en outre être subordonnée à la communication d'une copie certifiée conforme du compte des recettes et des dépenses du dernier exercice comptable de l'association et du budget de l'exercice comptable en cours au moment du décès. ».

**Art. 12.** Pour ce qui concerne la Région wallonne, l'article 140, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est remplacé par les alinéas suivants :

« Les réductions inscrites à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, ne sont applicables qu'aux donations faites aux personnes morales réunissant les conditions suivantes :

- a. la personne morale doit avoir un siège d'opération :
  - soit en Belgique;
  - soit dans l'Etat membre de la Communauté européenne dans lequel le donateur réside effectivement ou a son lieu de travail au moment de la donation, ou dans lequel il a antérieurement effectivement résidé ou eu son lieu de travail;

b. la personne morale doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature environnementale, philanthropique, philosophique, religieuse, scientifique, artistique, pédagogique, culturelle, sportive, politique, syndicale, professionnelle, humanitaire, patriotique ou civique, d'enseignement, de soins aux personnes ou aux animaux, d'assistance sociale ou d'encadrement des personnes, au moment de la donation;

c. la personne morale doit avoir son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement sur le territoire de l'Union européenne.

Lorsque la personne morale donataire mentionnée aux deux alinéas précédents est une association sans but lucratif valablement constituée en Belgique ou valablement constituée à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elle relève, dès lors que la valeur du don dépasse 1.500 euros ou dès lors que le fonctionnaire dirigeant le bureau compétent en vertu des articles 39 et 40 l'impose aux fins de vérifier la réunion des conditions des deux alinéas précédents, l'application du taux réduit est subordonnée au dépôt par l'association des documents et renseignements suivants, en même temps que l'acte où est mentionnée la donation et auprès du bureau compétent en vertu des articles 39 et 40 :

a. lorsque l'association est agréée conformément à l'article 110 du Code des impôts sur les revenus pendant la période où a lieu la donation : une copie certifiée conforme de l'agrément obtenu pour cette période;

b. dans le cas contraire :

- la copie des statuts en vigueur de l'association, accompagnée le cas échéant d'une traduction en français, et les références des publications légales de ces statuts;

- l'adresse du siège de l'association;

- l'indication des buts et des activités de l'association;

- l'adresse des sièges d'opération de l'association, ainsi que leur dénomination si elle ne correspond pas à celle de l'association.

A la demande du fonctionnaire dirigeant le bureau compétent en vertu des articles 39 et 40, aux fins de vérifier la réunion des conditions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, l'application du taux réduit peut en outre être subordonnée à la communication d'une copie certifiée conforme du compte des recettes et des dépenses du dernier exercice comptable de l'association et du budget de l'exercice comptable en cours au moment de la donation. ».

**Art. 13.** La présente section entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

#### Section 5. — Modification au Code des impôts sur les revenus 1992

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Pour ce qui concerne la Région wallonne, dans l'article 257, 3<sup>o</sup>, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots « ou le cohabitant légal » sont insérés après les mots « y compris le conjoint ».

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2005.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Pour ce qui concerne la Région wallonne, dans l'article 258, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, les mots « à l'article 257, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « à l'article 257, 1<sup>o</sup> à 3<sup>o bis</sup>, ».

§ 2. Pour ce qui concerne la Région wallonne, dans l'article 259 du même Code, les mots « à l'article 257, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> » sont remplacés par les mots « à l'article 257, 2<sup>o</sup> à 3<sup>o bis</sup>, ».

§ 3. Les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 15bis.** A l'article 253, 1<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus, ajouter, après les mots « en ce compris les résidences-services et les infrastructures d'accueil d'enfants de moins de trois ans », les mots « ainsi que les infrastructures d'accueil et d'hébergement pour personnes handicapées ».

#### CHAPITRE II. — Dispositions relatives à la trésorerie et à la dette

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions relatives à la centralisation financière des organismes d'intérêt public wallons

**Art. 16.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 19 décembre 2002 instituant une centralisation financière des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons, les mots « L'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » sont remplacés par les mots « L'Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité ».

**Art. 17.** La présente section entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

##### Section 2. — Dispositions relatives à la dette

**Art. 18.** Au 1<sup>er</sup> janvier 2003, la Région wallonne est autorisée à reprendre en son nom propre la dette constituée par les emprunts souscrits par des tiers, pour lesquels une intervention de la Région est prévue dans les charges d'intérêts et/ou d'amortissements.

**Art. 19.** Le Gouvernement wallon est chargé de la mise en œuvre de la présente section, de la fixation de ses modalités d'application et notamment de dresser la liste des emprunts visés à l'article 18.

**Art. 20.** La présente section produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003.

#### CHAPITRE III. — Dispositions relatives à l'organisation des marchés de l'énergie

##### Section 1<sup>re</sup>. — Décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz

**Art. 21.** L'article 14 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz est complété comme suit :

« 9<sup>o</sup> les modalités et conditions de mise à disposition d'installations de l'utilisateur au profit du gestionnaire de réseau afin d'assurer la sécurité de son réseau. ».

**Art. 22.** L'article 32 du même décret est complété comme suit :

« 5<sup>o</sup> la fourniture, à titre temporaire, des clients finals d'un fournisseur qui n'est plus en mesure d'assurer leur fourniture. ».

**Art. 23.** Un article 36 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 36bis. - Les dispositions des articles 47 à 49 du décret électricité sont applicables au marché du gaz. ».

**Art. 23bis.** L'article 39 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 39. - Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales ne s'applique pas aux dispositions de la présente section. ».

**Art. 24.** A l'article 42, § 2, alinéa 2, du même décret, le mot « trimestriellement » est remplacé par le mot « mensuellement ».

**Art. 25.** L'article 46, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Dans chaque commune, il est constitué, à l'initiative du président du conseil de l'aide sociale, une commission locale d'avis de coupure de la fourniture de gaz et de la fourniture minimale d'électricité composée comme suit :

- un représentant désigné par le conseil de l'aide sociale;
- un représentant assurant la guidance sociale énergétique au sein du centre public d'aide sociale;
- un représentant, soit du gestionnaire de réseau de gaz, soit du gestionnaire de réseau d'électricité, auquel le client est connecté.

La commission est convoquée à l'initiative du gestionnaire de réseau de distribution ou du client. Elle statue notamment :

1<sup>o</sup> quant à la coupure éventuelle de la fourniture minimale d'électricité du client protégé bénéficiant de la fourniture minimale garantie fournie par le gestionnaire de réseau; en cas de décision de coupure, la commission en précise la durée;

2<sup>o</sup> quant à l'octroi de cartes d'alimentation ou au rechargement de celles-ci entre le 15 novembre et le 15 mars, pour les clients s'approvisionnant au gaz.

La commission statue à la majorité des membres après avoir convoqué le client afin qu'il puisse être entendu. Le client peut se faire assister ou représenter par un conseiller. La commission délibère à huis clos.

La décision est notifiée au client et au gestionnaire de réseau dans les sept jours.

Le Gouvernement définit les modalités et la procédure de fonctionnement de la commission et peut en étendre la composition à toute personne qui aurait un intérêt à y être représentée. En fonction des conditions climatiques particulières, le Gouvernement peut étendre la période visée à l'alinéa 2, 2<sup>o</sup>. »

**Art. 26.** A l'article 48, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots « établie en Région wallonne et » sont supprimés.

**Art. 27.** L'article 50 du même décret est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> les mots « en trois points » sont remplacés par les mots « comme suit »;

2<sup>o</sup> le point 3 est supprimé.

**Art. 28.** L'article 73, alinéa 2, du même décret est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> les mots « , pour ce qui concerne les aspects gaziers, » sont insérés entre le mot « abrogés » et les mots « lors de l'entrée en vigueur »;

2<sup>o</sup> les mots « , pour ce qui concerne les aspects électriques, lors de l'entrée en vigueur » sont insérés entre les mots « du présent décret et » et les mots « de l'article 34, 1<sup>o</sup>, b. ».

#### Section 2. — Décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité

**Art. 29.** A l'article 2, 3<sup>o</sup>, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les mots « ou de froid » sont insérés entre le mot « chaleur » et les mots « du client »;

2<sup>o</sup> les mots « des mêmes quantités de chaleur et d'électricité » sont remplacés par les mots « des mêmes quantités de chaleur, d'électricité et, le cas échéant, de froid ».

**Art. 30.** A l'article 13 du même décret, il est inséré un 11<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup> les modalités et conditions de mise à disposition d'installations de l'utilisateur au profit du gestionnaire de réseau afin d'assurer la sécurité de son réseau. ».

**Art. 31.** A l'article 34 du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2002, le 1<sup>o</sup> est complété par un point f, rédigé comme suit :

« f. en matière de fourniture, à titre temporaire, des clients finals d'un fournisseur qui n'est plus en mesure d'assurer leur fourniture; ».

**Art. 32.** A l'article 39, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2002, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Le Gouvernement peut moduler la quantité minimale visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en fonction du niveau de consommation des clients finals et moyennant qu'un engagement soit pris par ces derniers en matière d'économie d'énergie. Cette modulation bénéficie directement aux clients en question. ».

**Art. 33.** A l'article 45, § 4, du même décret, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre ».

**Art. 34.** A l'article 46, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même décret, les mots « de l'électricité » sont insérés après les mots « du marché ».

**Art. 34bis.** L'article 48, alinéa 3, du même décret est supprimé.

**Art. 35.** A l'article 51, § 2, 11<sup>o</sup>, du même décret, les mots « d'électricité » sont insérés après les mots « des fournisseurs ».

**Art. 36.** A l'article 53 du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « établie en Région wallonne » sont supprimés;

2<sup>o</sup> au paragraphe 2, les mots « Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup> » sont supprimés;

3<sup>o</sup> le paragraphe 5 est complété par l'alinéa suivant :

« Le recours prévu par l'article 569, 33<sup>o</sup>, du Code judiciaire est introduit dans les trente jours de la notification de la décision. »

#### Section 3. — Audit énergétique

**Art. 36bis.** Le Gouvernement wallon détermine les conditions relatives à la réalisation d'un audit énergétique d'un logement. Par conditions, on entend notamment les qualités requises des personnes habilitées à réaliser l'audit énergétique d'un logement et les conditions de réalisation de l'audit énergétique.

Par audit énergétique, on entend la réalisation d'un bilan énergétique chiffré identifiant les points faibles énergétiques et établissant les propositions d'amélioration.

## Chapitre IV. — Dispositions relatives à l'environnement et à l'Aménagement du Territoire

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions relatives au financement de la politique des déchets

**Art. 37.** L'article 5 du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, modifié par les décrets du 26 juin 1997 et du 28 juin 2001, est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. De l'accord du Gouvernement wallon, le Centre est habilité à assurer le financement d'installations de gestion des déchets, telles que définies par l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets, aux taux fixés par l'article 11 de l'arrêté précité. Ce mode de financement s'effectue en dérogation avec le mode de liquidation des subventions visé dans l'arrêté précité. »

**Art. 38.** A l'article 5bis du même décret, inséré par le décret du 28 juin 2001, les mots « l'article 5, §§ 3 et 4, du présent décret » sont remplacés par les mots « l'article 5, §§ 3, 4 et 6, du présent décret ».

**Art. 39.** La date d'entrée en vigueur de la présente section est fixée par le Gouvernement wallon.

Section 1<sup>re</sup>bis. — Disposition modificative

**Art. 39bis.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 février 2003 relatif au Fonds social de l'eau en Région wallonne, les mots « au consommateur » sont supprimés.

## Section 2. — Dispositions visant à la gestion urbanistique et environnementale des zones d'activité économique

**Art. 40.** Un article 31bis, rédigé comme suit, est inséré dans le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine :

« Art. 31bis. - § 1<sup>er</sup>. La mise en œuvre de la zone d'activité économique mixte, de la zone d'activité économique industrielle, au sens de l'article 30, de la zone marquée de la surimpression « AE », de la zone marquée de la surimpression « GD » et de la zone marquée de la surimpression « RM » au sens de l'article 31, est subordonnée à l'approbation, par le Gouvernement, d'un cahier de charges urbanistique et environnemental couvrant toute la zone.

§ 2. Le cahier de charges urbanistique et environnemental est un document d'orientation, de gestion et de programmation de la mise en œuvre d'une zone d'activité économique visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Sur la base d'une évaluation de la situation de fait et de droit, et compte tenu de la nature des activités économiques projetées, le cahier de charges urbanistique et environnemental comporte :

1<sup>o</sup> une étude de synthèse des contraintes et des potentialités;

2<sup>o</sup> la définition des objectifs généraux de mise en œuvre de la zone;

3<sup>o</sup> la définition des options d'aménagement pour chacun des aspects suivants :

- l'intégration à l'environnement et à ses caractéristiques humaines;

- la mobilité des biens et des personnes;

- les équipements et les réseaux techniques, notamment en regard de la géologie, l'hydrogéologie et l'orohydrologie;

- l'urbanisme et l'architecture;

- le paysage.

Il peut en outre comporter des mesures relatives à la promotion des énergies renouvelables et le programme éventuel d'occupation progressive de la zone.

Il précise la durée de validité du cahier de charges urbanistique et environnemental qui ne peut excéder dix ans à dater de son approbation.

§ 3. Préalablement à la délivrance du premier permis d'urbanisme, d'environnement ou de permis unique relatif à la mise en œuvre de la zone, le cahier de charges urbanistique et environnemental est dressé à l'initiative de la Région, de la commune, de l'intercommunale concernée, ou d'une personne physique ou morale de droit privé, pour autant que cette dernière soit propriétaire de l'ensemble de la zone ou qu'elle soit dûment mandatée par l'ensemble des propriétaires de la zone.

Le cahier de charges urbanistique et environnemental est établi par une personne agréée au sens des articles 11 et 282, § 1<sup>er</sup>, du présent Code.

§ 4. Sur la base d'une concertation préalable entre le fonctionnaire délégué du service extérieur de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, le collège des bourgmestre et échevins, la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi et toute administration concernée, et du rapport établi par ledit fonctionnaire délégué, le Gouvernement approuve ou refuse le cahier de charges urbanistique et environnemental dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier par le fonctionnaire délégué du service extérieur de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. La décision est notifiée au demandeur visé au paragraphe 3, par une lettre recommandée avec accusé de réception. Une copie de la décision accompagnée du cahier de charges urbanistique et environnemental est transmise, simultanément, pour information, au collège des bourgmestre et échevins de la ou des communes concernées, et à la Direction générale de l'économie et de l'emploi de la Région wallonne.

A défaut de la notification de la décision du Gouvernement, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, un rappel peut être adressé, par le demandeur, au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception par le Gouvernement de la lettre recommandée contenant le rappel, le cahier de charges urbanistique et environnemental est réputé approuvé.

Le cahier de charges urbanistique et environnemental est joint à toute demande de permis d'urbanisme, de permis d'environnement ou de permis unique, relative à la mise en œuvre de la zone.

§ 5. Toute modification portant atteinte aux objectifs généraux de mise en œuvre de la zone visée au paragraphe 2, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, nécessite la révision du cahier de charges urbanistique et environnemental. Elle est introduite par le demandeur visé au paragraphe 3, la Région ou toute autre personne intéressée. Les dispositions relatives à l'approbation du cahier de charges urbanistique et environnemental sont applicables à sa révision. Lorsque la révision est demandée à l'initiative d'une autre personne que le demandeur visé au paragraphe 3, le Gouvernement recueille l'avis du demandeur visé au paragraphe 3 sur la modification projetée. Une copie de la décision accompagnée du cahier de charges urbanistique et environnemental modifié est transmise par le fonctionnaire délégué du service extérieur aux titulaires de permis d'urbanisme, d'environnement ou de permis unique. ».

**Art. 41.** La présente section entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Elle est applicable aux zones d'activité économique visées aux articles 30 et 31 du même Code, et non encore mises en œuvre.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à l'agriculture**Section 1<sup>re</sup>. — Disposition relative à la recherche agronomique*

**Art. 42.** L'article 12 du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'Orientation et d'Evaluation de Recherches agronomiques, est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. Dans le cadre du soutien aux recherches agronomiques telles que définies à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le Gouvernement arrête les critères d'éligibilité et les modalités d'octroi.

Le Gouvernement arrête les priorités en matière de recherches agronomiques et le programme de recherche spécifique au Centre. »

*Section 2. — Dispositions relatives à la qualité des produits animaux et végétaux*

**Art. 43.** En application de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, il est institué, au Ministère de la Région wallonne, un « Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux », ci-après dénommé « le Fonds ».

Un Conseil, dont l'organisation, la composition et le fonctionnement sont fixés par le Gouvernement, remet un avis sur les modalités de gestion du Fonds.

Un rapport annuel, reprenant l'inventaire des sources de financement, l'affectation et les modalités de réalisation, est transmis au Gouvernement wallon et au Conseil régional wallon.

**Art. 44.** Sont attribués au Fonds :

1<sup>o</sup> les cotisations imposées par le Gouvernement à charge des personnes physiques et des personnes morales qui produisent, commercialisent, transportent, travaillent, transforment, importent ou exportent des végétaux ou produits végétaux, des animaux ou produits animaux;

2<sup>o</sup> les augmentations et intérêts des cotisations citées au 1<sup>o</sup>, ainsi que les intérêts des paiements;

3<sup>o</sup> les montants, droits et indemnités imposés par application de la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, et de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, perçus pour les contrôles et les prestations des pouvoirs publics;

4<sup>o</sup> les amendes administratives imposées dans le cadre des lois du 11 juillet 1969 et du 28 mars 1975 visées au 3<sup>o</sup>;

5<sup>o</sup> des recouvrements d'indemnités ou d'avances accordées dans le cadre des lois visées au 3<sup>o</sup>;

6<sup>o</sup> des contributions volontaires ou contractuelles;

7<sup>o</sup> des recettes provenant du concours de l'Union européenne aux dépenses effectuées par le Fonds.

**Art. 45.** Le Gouvernement détermine le montant des cotisations obligatoires visées à l'article 44, 1<sup>o</sup>, ainsi que les modalités de leur perception. Il détermine également les conséquences du non-paiement ou du paiement tardif des montants dus au Fonds.

Le Gouvernement wallon saisira le Conseil régional wallon, immédiatement s'il est réuni, sinon dès l'ouverture de sa plus prochaine session, d'un projet de décret de confirmation des arrêtés pris en exécution de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 46.** Les moyens du Fonds doivent être affectés au financement ou préfinancement des dépenses relatives à la politique de qualité des animaux, des végétaux et des produits animaux et végétaux relevant de la compétence de la Région wallonne telles que découlant de la mise en œuvre de l'article 2 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés, en application de la loi du 20 juin 1956 relative à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture, de la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, ainsi qu'aux dépenses découlant des obligations de la Région en ce qui concerne la politique relative aux organismes génétiquement modifiés.

Les dépenses peuvent porter sur des indemnités, des subventions ou des prestations, notamment les coûts de personnel, de fonctionnement, d'investissement, d'investissement et autres frais liés à des actions ou missions décidées dans le cadre du Fonds et exécutées par du personnel spécifique ou des tiers.

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions des articles 44 à 46 du présent décret et de leurs arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les agents de la Direction générale de l'agriculture du Ministère de la Région wallonne désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions. A cet effet, ces agents ont libre accès en tout temps aux terrains, équipements et locaux professionnels. Ils peuvent se faire communiquer tous les renseignements et documents nécessaires et procéder à toutes constatations utiles.

Les procès-verbaux établis par ces agents de l'autorité font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie est notifiée aux auteurs de l'infraction dans les quinze jours de la constatation.

§ 2. Les constatations d'infractions aux dispositions des articles 44 à 46 du présent décret et de leurs arrêtés d'exécution, effectuées par les agents judiciaires des parquets, par les membres de la police fédérale et de la police locale, sont communiquées aux agents de la Direction générale de l'agriculture du Ministère de la Région wallonne désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Les procès-verbaux établis par ces agents de l'autorité font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie est notifiée aux auteurs de l'infraction dans les quinze jours de la réception du procès-verbal, par les agents de la Direction générale de l'agriculture du Ministère de la Région wallonne désignés par le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

**Art. 48.** Sans préjudice de l'application éventuelle des peines plus sévères fixées par le Code pénal ou par des lois pénales particulières, est puni d'une amende de 2,5 à 125 euros :

- celui qui ne paie pas la cotisation ou qui ne paie pas la totalité de la cotisation dans les délais;

- ou celui qui s'oppose aux visites, inspections, contrôles ou demandes de renseignements ou de documents des agents de l'autorité visés à l'article 47 ou qui sciemment fournit des renseignements ou des documents inexacts ou incomplets.

En cas de récidive dans les trois ans d'une condamnation antérieure pour une infraction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'amende est portée au double.

Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, à l'exception du chapitre V, mais y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées dans le présent article.

*Section 3. — Dispositions relatives à la politique foncière*

**Art. 49.** Il est créé un « Fonds en matière de politique foncière », ci-après dénommé « le Fonds », lequel constitue un crédit variable au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Sont affectées au Fonds les recettes résultant de la revente des biens acquis dans le cadre de la politique foncière, de la revente des biens ruraux provenant du patrimoine de l'Office wallon de Développement rural et de l'application des articles 56 et 57 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux et de l'article 76 de la loi du 12 juillet 1976 relative au remembrement légal de biens ruraux lors de grands travaux d'infrastructure.

Le Gouvernement arrête la liste des biens patrimoniaux de la Région susceptibles d'être aliénés au profit de la politique foncière.

Sur le crédit afférent au Fonds visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sont seules imputées des dépenses relatives à l'acquisition et à la conservation de biens ruraux dans le cadre de la politique foncière et de l'exercice du droit de préemption prévu par les lois précitées sur le remembrement.

**Art. 50.** Le décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) du statut de service à gestion séparée est abrogé.

**Art. 51.** La présente section entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives aux pouvoirs locaux et subordonnés*

**Art. 52.** Un article 26 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 5 décembre 1996 relatif aux intercommunales wallonnes :

« Art. 26bis. - § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Région wallonne fait des apports dépassant la moitié du capital de l'intercommunale, les statuts peuvent prévoir, par dérogation à l'article 12 et, le cas échéant, à l'article 26, que :

1. la majorité des voix au sein des organes de gestion et de contrôle appartient à la Région wallonne. Dans ce cas, les décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration, du collège des commissaires et des organes restreints de gestion ne sont prises valablement que si elles ont obtenu la majorité des voix des représentants de la Région wallonne présents ou représentés au sein de ces organes;

2. la présidence du conseil d'administration et du collège des commissaires est confiée à un représentant de la Région wallonne. Dans cette hypothèse, les éventuels mandats de vice-présidents ne peuvent être attribués qu'à des représentants des associés communaux ou provinciaux;

3. la Région wallonne peut, à tout moment, notifier à l'intercommunale le remplacement d'un de ses représentants au sein de ses différents organes.

§ 2. En ce qui concerne les situations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, les décisions des organes de gestion sont soumises au contrôle de deux commissaires du Gouvernement wallon, nommés et révoqués par lui, selon les modalités suivantes :

a. les commissaires du Gouvernement assistent avec voix consultative aux réunions des organes de gestion. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'intercommunale. Ils peuvent requérir de tous les administrateurs, agents et préposés toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat. Ils peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du conseil d'administration toute question en rapport avec le respect de la réglementation, des statuts ou des obligations de l'intercommunale;

b. tout commissaire du Gouvernement dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre son recours contre l'exécution de toute décision qu'il estime contraire à la loi, au décret, aux statuts ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du Gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance;

c. les commissaires exercent leur recours auprès du Gouvernement. Si, dans un délai de trente jours du recours, le Gouvernement wallon ne s'est pas prononcé, la décision est définitive. L'annulation de la décision est notifiée par le Gouvernement à l'intercommunale. ».

**Art. 53.** L'article 34 du même décret est abrogé.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives à la conservation et à la protection du patrimoine*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Disposition relative à la procédure de classement*

**Art. 54.** A l'article 197 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999, les mots « Le Gouvernement entame » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement peut entamer ».

##### *Section 2. — Dispositions relatives à l'Institut du Patrimoine wallon*

**Art. 55.** L'article 218 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 218. - L'Institut du Patrimoine wallon a pour objet d'assister des propriétaires de biens classés en vue de réhabiliter ceux-ci, d'assurer la conservation des savoir-faire et le perfectionnement dans les métiers du patrimoine et de valoriser des propriétés ou parties de propriétés régionales classées n'ayant pas d'affectation administrative.

La mission d'assistance aux propriétaires de biens classés s'exerce à l'égard des biens énumérés dans une liste arrêtée par le Gouvernement. Cette liste ne peut comprendre que des biens situés sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception du territoire de langue allemande.

La mission de valorisation des propriétés régionales s'exerce à l'égard des biens énumérés dans une autre liste arrêtée par le Gouvernement. »

**Art. 56.** Dans l'article 219 du même Code, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999, les mots « La gestion des biens classés » sont remplacés par les mots « L'assistance aux propriétaires de biens classés ».

**Art. 57.** Dans le même Code, il est inséré un article 220bis, rédigé comme suit :

« Art. 220bis. - La valorisation des propriétés ou parties de propriétés régionales classées par l'Institut du patrimoine wallon consiste à :

1<sup>o</sup> conclure des accords avec les administrations régionales concernées pour délimiter la sphère d'intervention de chacune sur les biens concernés;

2<sup>o</sup> concevoir, seul ou en partenariat, des projets d'affectation ou de réaffectation de ces propriétés;

3<sup>o</sup> réaliser, seul ou en partenariat, les investissements indispensables à la concrétisation des projets visés au 2<sup>o</sup> et assurer, le cas échéant, la maîtrise d'ouvrage directe ou déléguée de ces investissements;

4<sup>o</sup> assurer ou faire assurer l'exploitation de ces propriétés une fois ces investissements effectués;

5<sup>o</sup> réaliser ou faire réaliser des manifestations publiques dans les propriétés et des publications à leur propos;

6<sup>o</sup> recueillir et réaffecter sur les propriétés concernées les recettes éventuelles liées à cette gestion ou à ces manifestations. »

## Section 3. — Création de la société anonyme de droit public « Triage-lavoir du Centre »

**Art. 57bis.** Il est créé, sous la dénomination « Triage-lavoir du Centre », ci-après dénommé « la société », une personne morale de droit public ayant pour objet la réhabilitation du site de triage-lavoir dit « Lavoir du Centre », sis rue des Mineurs 31, à Péronnes (Binche), ainsi que ses abords, et plus spécialement sa réaffectation, par tous moyens adéquats, à savoir son aménagement et sa restauration en vue de sa vente ultérieure, de sa mise à disposition sous quelque forme que ce soit.

Cette personne morale se substitue à la société anonyme du même nom dont le siège social est situé rue du Nimy 53, à Mons, inscrite sous le numéro d'entreprise 0480753576.

**Art. 57ter.** La société emprunte la forme de société anonyme. Hormis les dérogations résultant des dispositions du présent décret, elle est régie par le Code des sociétés.

Les premiers statuts sont annexés au présent décret. Les modifications statutaires, en ce compris celles qui emportent dissolution de la société, sont adoptées par l'assemblée générale et soumises à l'approbation du Gouvernement.

**Art. 57quater.** La société peut avoir pour actionnaires :

- 1° la Région wallonne;
- 2° toute autre personne de droit public;
- 3° toute société dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Région wallonne et/ou par toute autre personne de droit public à concurrence d'au moins 50 % ;
- 4° toute autre personne de droit privé.

Quelle que soit la composition du capital, la majorité des mandats au conseil d'administration est attribuée à des candidats proposés par les actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

Les mandats de président du conseil d'administration et d'administrateur délégué ne peuvent être attribués qu'à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

La durée des mandats visés à l'alinéa précédent n'excède pas cinq ans.

**Art. 57quinquies.** 1. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement, lequel s'exerce à l'intervention d'un commissaire qu'il désigne.

2. Le commissaire du Gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux, et généralement, de toutes les écritures de la société. Il peut requérir des administrateurs et des membres du personnel toutes explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

3. Le commissaire peut adresser au Gouvernement un recours contre toute décision de la société qu'il estime contraire à la loi ou à l'intérêt général. Ce recours est suspensif. Il doit être exercé dans un délai de dix jours.

Ce délai prend cours soit le jour de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle la décision a été adoptée, pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué, soit, dans tous les autres cas, le jour où le commissaire a pris connaissance de la décision adoptée.

Le Gouvernement peut annuler l'acte dans un délai de trente jours, prenant cours à la même date. A défaut, la suspension est levée et la décision devient définitive.

**Art. 57sexies.** Les recettes de la société sont les suivantes :

- 1° les recettes à provenir de son activité, notamment les revenus de son patrimoine;
- 2° le produit d'emprunts et de toutes opérations financières;
- 3° le montant des subventions, subsides, avances, prêts ou autres avantages financiers qui lui seraient accordés par les pouvoirs et organismes publics.

**Art. 57septies.** La comptabilité de la société est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier, pour autant que ces biens soient improductifs par eux-mêmes.

**Art. 57octies.** Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société peut procéder en son nom et pour son compte à des expropriations pour cause d'utilité publique.

Outre les cas prévus par d'autres dispositions légales ou décrétales, ces expropriations peuvent porter sur des biens immobiliers compris dans le périmètre du site d'activité économique désaffecté, dans un périmètre de revitalisation urbaine ou dans un périmètre de rénovation urbaine. Elles peuvent porter aussi sur le bien classé ainsi que sur les terrains qui en sont l'accessoire indispensable ou sur les terrains repris dans la zone de protection du bien.

## CHAPITRE VIII. — Dispositions relatives au Logement

**Art. 58.** Un article 13, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du logement :

« Art. 13. - La société de logement de service public qui bénéficie d'un agrément de la Société wallonne du Logement, accordé sur la base des articles 88, § 1<sup>er</sup>, et 130, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon du Logement, ne continue à bénéficier de cet agrément que si, au 31 décembre 2004, tous les membres de son personnel sont engagés sur la base d'un contrat de travail.

La société assure que les membres du personnel anciennement statutaire qui sont engagés sur la base d'un contrat de travail conservent, dans des limites qui peuvent être précisées par le Gouvernement, leurs droits acquis. »

**Art. 59.** Aux articles 116, 175.15 et 185bis du Code wallon du logement, institué par le décret du 29 octobre 1998 et modifié par les décrets du 18 mai 2000, du 14 décembre 2000, du 31 mai 2001, du 20 décembre 2001 et du 15 mai 2003, aux paragraphes 1<sup>er</sup>, les mots « est confié à plusieurs réviseurs » sont remplacés par les mots « est confié à un ou plusieurs réviseurs », et aux paragraphes 2, les mots « Les réviseurs » sont remplacés par les mots « Le ou les réviseurs ».

## CHAPITRE IX. — Dispositions relatives à la fonction publique

**Art. 60.** Un article 2bis est introduit dans le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public rédigé comme suit :

« Art. 2bis. - Les organismes d'intérêt public suivants disposent d'un statut spécifique :

- 1° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 2° le Port autonome de Liège. »



**Art. 61.** La loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège est complétée par un article 4 rédigé comme suit :

« Art. 4. - Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 62.** L'article 105, alinéa 2, du décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, tel que modifié par les décrets du 18 mai 2000, du 14 décembre 2000, du 20 décembre 2001 et du 15 mai 2003, est remplacé par le texte suivant :

« Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 63.** L'article 22 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 22. - L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne, sous réserve de l'application des dispositions particulières [relatives à l'intervention de l'organe de gestion] fixées par l'arrêté du Gouvernement portant le statut des agents de l'Office.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 64.** L'article 4, § 4, du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, tel que modifié par les décrets du 22 janvier 1998 et du 9 avril 1998, est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Le directeur général, le directeur général adjoint et les inspecteurs généraux sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 65.** L'article 12 du décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée est complété par les alinéas suivants :

« Le directeur général et le directeur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 66.** L'article 7, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, tel que modifié par les décrets du 26 juin 1997, du 22 janvier 1998 et du 28 juin 2001, est remplacé par le texte suivant :

« § 2. Les fonctionnaires dirigeants sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 67.** L'article 40 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, tel que modifié par le décret du 22 janvier 1998, est remplacé par le texte suivant :

« Art. 40. L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 68.** Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 18 du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région, tel que modifié par les décrets du 22 janvier 1998 et du 13 mars 2003, sont remplacés par le texte suivant :

« Le directeur de l'hôpital psychiatrique et le directeur de la maison de soins psychiatriques sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 69.** L'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation est remplacé par le texte suivant :

« Le directeur général et l'inspecteur général sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 70.** L'article 8, § 2, alinéa 2, du décret du 25 février 1999 créant l'Agence wallonne des Télécommunications est remplacé par le texte suivant :

« Le président et l'administrateur général sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 71.** L'article 225, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 relatif à la protection et à la conservation du patrimoine est remplacé par le texte suivant :

« L'administrateur général et l'administrateur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 72.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'Orientation et d'Évaluation de Recherches agronomiques est remplacé par le texte suivant :

« Le directeur général et le directeur général adjoint sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 73.** L'article 175.9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du logement, tel que modifié par les décrets du 18 mai 2000, du 14 décembre 2000, du 20 décembre 2001 et du 15 mai 2003, est remplacé par le texte suivant :

« Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées dans le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le cas échéant, le Gouvernement désigne le ou les autres fonctionnaires généraux conformément à l'alinéa précédent. »

**Art. 74.** Le décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique est modifié, en son article 14, § 1<sup>er</sup>, comme suit :

« Le Gouvernement désigne le ou les fonctionnaires généraux pour un mandat aux conditions fixées par le livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne. »

**Art. 75.** Les articles 60 à 74 du présent décret-programme entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du Code de la Fonction publique wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Économie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Énergie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 603 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1 à 28.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 16 décembre 2003.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 448

[2004/200252]

**18. DEZEMBER 2003 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen regionale Steuern, Finanzen und Schuld, Organisation der Energiemärkte, Umwelt, Landwirtschaft, lokale- und untergeordnete Behörden, Erbe und Wohnungswesen sowie öffentlichen Dienstes (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — Bestimmungen bezüglich der Steuern

*Abschnitt 1* — Bestimmungen zur Abänderung der Artikel 131, 132-2 und 135 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

**Artikel 1** - Was die Wallonische Region betrifft werden folgende Abänderungen in Artikel 131 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, abgeändert durch Artikel 32 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977, durch Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000 und durch Artikel 42, 5<sup>o</sup> des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2001 vorgenommen:

1<sup>o</sup> Erste Linie, zweite Spalte von Tabelle I: der Wortlaut "und unter gesetzlich Zusammenwohnenden" wird nach dem Wortlaut "unter Eheleuten" hinzugefügt.

2° Die letzten zwei Spalten von Tabelle II werden durch Folgendes ersetzt:

„ unter allen anderen Personen

a	b
v.H.	Euro
30	
35	3.750,00
60	8.125,00
80	38.125,00
90	118.125,00

3° Diese Bestimmung wird durch nachstehenden Absatz ergänzt:

„Zur Anwendung dieses Abschnitts versteht man unter gesetzlich Zusammenwohnendem die Person, die zum Zeitpunkt der Schenkung ihren Wohnsitz mit dem Schenker hatte und mit diesem eine rechtliche Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen nach den Bestimmungen von Buch III, Titel *Vbis* des Zivilgesetzbuches hatte, mit Ausnahme von zwei Personen, die Geschwister, Onkel und Nefte oder Nichte, und Tante und Nefte oder Nichte sind, insofern die Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen mehr als ein Jahr vor der Schenkung empfangen wurde.“

**Art. 2** - Was die Wallonische Region betrifft, werden folgende Abänderungen in Artikel 132-2 desselben Zivilgesetzes, ersetzt durch Artikel 157 des Gesetzes vom 22. Dezember 1989, vorgenommen:

1° Unter 1° dieser Bestimmung wird der Wortlaut „oder vom gesetzlich Zusammenwohnenden“ zwischen den Wortlaut „vom Ehepartner“ und den Wortlaut „vom Adoptierenden“ eingefügt;

2° Unter 3° dieser Bestimmung wird der Wortlaut „oder von seinem gesetzlich Zusammenwohnenden“ zwischen den Wortlaut „von seinem Ehepartner“ und den Wortlaut „zusammen“ eingefügt“.

**Art. 3** - Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 135, Absatz 2 desselben Zivilgesetzes, ersetzt durch Artikel 21 des Königlichen Erlasses N° 12 vom 18. April 1967 und abgeändert durch Artikel 158, 2° des Gesetzes vom 22. Dezember 1989, durch Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000 und durch Artikel 42, 5° des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2001, der Wortlaut „oder vom gesetzlich Zusammenwohnenden“ zwischen den Wortlaut „vom Ehepartner“ und den Wortlaut „Schenkungsempfänger“ eingefügt.

**Art. 4** - Der vorliegende Abschnitt tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Abschnitt 2** — Abänderungen zum Gesetz vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung bestimmter Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge, das am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993

**Art. 5** - Was die Wallonische Region betrifft, werden in Artikel 12, § 2, des Gesetzes vom 27. Dezember 1994 zur Genehmigung des Abkommens über die Erhebung von einem Nutzungsrecht zur Benutzung einiger Straßen durch schwere Nutzfahrzeuge und am 9. Februar 1994 zwischen den Regierungen der Bundesrepublik Deutschland, des Königreichs Belgien, des Königreichs Dänemark, des Großherzogtums Luxemburg und des Königreichs der Niederlande unterzeichnet wurde, und zur Einführung einer Eurovignette aufgrund der Richtlinie 93/89/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 1993, abgeändert durch die Gesetze vom 10. April 1995, vom 13. März 2001 und vom 10. Juni 2001, die ersten zwei Absätze durch die nachfolgenden zwei Absätze ersetzt:

„§ 2. Für die durch Artikel 4, Absatz 2 betroffenen Fahrzeuge wird auf Antrag des Abgabepflichtigen:

1° eine proportionale Rückerstattung der Eurovignette für Inaktivitätszeiträume des Fahrzeugs während des Besteuerungszeitraumes gewährt.

Diese Rückerstattung entspricht einem oder zwei Zwölfteln des jährlichen Betrags, je nachdem die Inaktivitätszeiträume des Fahrzeugs dreißig bzw. sechzig Tage erreichen;

2° eine proportionale Rückerstattung der Eurovignette gewährt für die Zeiträume in denen dieses Fahrzeug auf dem Straßennetz einer der Vertragsparteien des in Artikel 1 erwähnten Abkommens vom 9. Februar 1994 benutzt worden ist, wenn diese Vertragspartei beschließt, die Erhebung des Nutzungsrechts zu beenden und eine Mautgebühr einzuführen, wodurch das gemeinsame Besteuerungsgebiet in Bezug auf das Nutzungsrecht abgeändert wird, und wenn dieses Straßennetz für den Zeitraum, für den eine Rückerstattung beantragt wird, tatsächlich Gegenstand einer Mautgebühr war.

Diese Rückerstattung entspricht einem oder zwei Zwölfteln des jährlichen Betrags, je nachdem die Nutzungszeiträume des obengenannten mautgebührenpflichtigen Straßennetzes durch dieses Fahrzeug dreißig bzw. sechzig Tage erreichen.

Im Antrag können gleichzeitig beide unter Absatz 1 betroffenen Rückerstattungsgründe, die sich im selben Besteuerungszeitraum ereignen, angegeben werden. Dem zu erstattenden Betrag wird eine Summe von 25 Euro pro Antrag für Verwaltungskosten abgezogen.

**Art. 6** - Der vorliegende Abschnitt wird ab dem Steuerjahr 2003 wirksam.

**Abschnitt 3** — Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern

**Art. 7** - Was die Wallonische Region betrifft, wird Artikel 45 des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern, abgeändert durch Artikel 3 des Königlichen Erlasses N°14 vom 18. April 1967 durch den folgenden Absatz ergänzt:

„Was die nach dem Gesetz vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler in Glücksspieleinrichtungen der Klasse I befindlichen Glücksspielautomaten betrifft, wird die prozentual pro Anteil des Bruttoertrags dieser Spiele festgesetzte Steuer nach folgender Tarifabelle berechnet:

(in Euro)

Anteil des Bruttoertrags	Anwendbarer Prozentsatz
von 0,01 bis 1.200.000	20
von 1.200.000,01 bis 2.450.000	25
von 2.450.000,01 bis 3.700.000	30
von 3.700.000,01 bis 6.150.000	35
von 6.150.000,01 bis 8.650.000	40
von 8.650.000,01 bis 12.350.000	45
12.350.000,01 und mehr	50

**Art. 8** - Was die Wallonische Region betrifft, wird Artikel 77 desselben Gesetzbuches durch folgenden Absatz ergänzt:

"Fallen gleichfalls nicht unter die Anwendung des vorliegenden Titels die im Sinne des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler in Glücksspieleinrichtungen der Klasse I befindlichen Glücksspielautomaten und die in dieser Eigenschaft der Steuer auf Spiele und Wetten, wie in Artikel 45 vorgesehen, unterliegen."

**Art. 9** - Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 91 desselben Gesetzbuches der Wortlaut "deren Betreibung nach Artikel 1 des Gesetzes vom 24. Oktober 1902 bezüglich des Spiels, ergänzt durch das Gesetz vom 19. April 1963 und durch Artikel 1 des Gesetzes vom 22. November 1974 verboten ist", durch den Wortlaut "deren Betreibung in der Einrichtung, in der sie sich befinden, in Ausführung der Artikel 4, 7 und 8 des Gesetzes vom 7. Mai 1999 über die Glücksspiele, die Glücksspieleinrichtungen und den Schutz der Spieler nicht erlaubt ist oder deren Betreibung durch eine zugelassene Einrichtung die durch den König erlassenen Bestimmungen in Ausführung desselben Gesetzes vom 7. Mai 1999 nicht einhält" ersetzt.

**Art. 10** - Der vorliegende Abschnitt tritt ab dem Steuerjahr 2003 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 9, der am 30. Dezember 2000 in Kraft tritt.

**Abschnitt 4** — Abänderungen in Artikel 60 des Erbschaftsteuergesetzbuchs und in Artikel 140 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches

**Art. 11** - Was die Wallonische Region betrifft, wird Artikel 60 des Erbschaftsteuergesetzbuchs durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 60 - § 1. Die Artikel 55 und 59 sind nur auf diejenigen Einrichtungen und Institutionen anwendbar, die folgende Bedingungen erfüllen:

- a. die Einrichtung oder die Institution muss einen Betriebssitz:
  - entweder in Belgien,
  - oder in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Gemeinschaft haben, in dem der Erblasser zum Zeitpunkt des Todes tatsächlich wohnhaft war oder seinen Arbeitsplatz hatte;
- b. die Einrichtung oder die Institution muss, zum Zeitpunkt des Eintritts in den Erbfall, in diesem Betriebssitz hauptsächlich und uneigennützig umweltbezogene, philanthropische, philosophische, religiöse, wissenschaftliche, kunstbezogene, pädagogische, kulturelle, sportbezogene, politische, gewerkschaftliche, professionelle, humanitäre, patriotische bzw. staatsbürgerliche Ziele oder aber Ziele im Bereich des Unterrichtswesens, der Personen- oder Tierpflege, der Sozialfürsorge oder der Personenbetreuung verfolgen.
- c. die Einrichtung oder die Institution muss ihren statutarischen Sitz, ihre Zentralverwaltung oder ihren Hauptbetrieb auf dem Gebiet der Europäischen Union haben.

§ 2. Wenn die in § 1 erwähnte juristische Person eine in Belgien oder im Ausland gemäß dem Staatsrecht, dem sie unterliegt, ordnungsgemäß gebildete Vereinigung ohne Erwerbszweck ist, und sobald der Wert des Legats 1.500 Euro überschreitet oder sobald der Beamte, der das aufgrund des Artikels 38 zuständige Amt leitet, es verlangt, um zu prüfen ob die Bedingungen des Paragraphen 1 erfüllt sind, ist die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes abhängig von der Hinterlegung durch die Vereinigung der folgenden Unterlagen oder Auskünfte gleichzeitig mit der Erklärung, in der die angetretene Erbschaft angegeben wird, beim aufgrund des Artikels 38 zuständigen Amt:

- a. wenn die Vereinigung gemäß Artikel 110 des Einkommensteuergesetzbuchs zum Zeitpunkt des Ablebens des Erblassers zugelassen ist: eine beglaubigte Abschrift der für diese Zeit erhaltenen Zulassung;
- b. andernfalls:
  - die Abschrift der geltenden Statuten der Vereinigung, ggf. begleitet von einer französischen Übersetzung, sowie die Bezugszeichen der gesetzlichen Veröffentlichung dieser Statuten;
  - die Anschrift des Vereinigungssitzes;
  - die Angabe der Ziele und Tätigkeiten der Vereinigung;
  - die Anschrift der Betriebssitze der Vereinigung sowie ihre Bezeichnung, sofern sie nicht der der Vereinigung entsprechen.

Auf Antrag des Beamten, der das nach Artikel 38 zuständige Amt leitet, und im Hinblick auf die Überprüfung der Erfüllung der Bedingungen in Absatz 1 kann die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes ferner der Übermittlung einer beglaubigten Abschrift der Abrechnung der Ein- und Ausgaben des letzten Rechnungsjahres der Vereinigung sowie des Haushaltsplans des zum Zeitpunkt des Todes laufenden Rechnungsjahres unterliegen.»

**Art. 12** - Was die Wallonische Region betrifft, wird Artikel 140, Absatz 2 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches durch folgende Absätze ersetzt :

"Die Ermäßigungen unter Absatz 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> und 4<sup>o</sup> sind nur anwendbar auf Schenkungen, die juristischen Personen gemacht werden, die folgende Bedingungen erfüllen:

- a. die juristische Person muss einen Betriebssitz
  - entweder in Belgien,
  - oder in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Gemeinschaft haben, in dem der Schenker zum Zeitpunkt der Schenkung tatsächlich wohnhaft ist oder seinen Arbeitsplatz hat oder in dem er vorher tatsächlich wohnhaft war oder seinen Arbeitsplatz hatte;
- b. die juristische Person muss zum Zeitpunkt der Schenkung in diesem Sitz hauptsächlich und uneigennützig umweltbezogene, philanthropische, philosophische, religiöse, wissenschaftliche, kunstbezogene, pädagogische, kulturelle, sportbezogene, politische, gewerkschaftliche, professionelle, humanitäre, patriotische bzw. staatsbürgerliche Ziele oder aber Ziele im Bereich des Unterrichtswesens, der Personen- oder Tierpflege, der Sozialfürsorge oder der Personenbetreuung verfolgen;
- c. die juristische Person muss ihren statutarischen Sitz, ihre Zentralverwaltung oder ihren Hauptbetrieb auf dem Gebiet der Europäischen Union haben.

Wenn der in den zwei vorangehenden Absätzen erwähnte juristische Schenkungsempfänger eine in Belgien oder im Ausland gemäß dem Staatsrecht, dem er unterliegt, ordnungsgemäß gebildete Vereinigung ohne Erwerbszweck ist, und sobald der Wert der Schenkung 1.500 Euro überschreitet oder sobald der Beamte, der das aufgrund der Artikel 39 und 40 zuständige Amt leitet, es verlangt, um zu prüfen ob die Bedingungen der zwei vorangehenden Absätze erfüllt sind, ist die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes abhängig von der Hinterlegung durch die Vereinigung der folgenden Unterlagen oder Auskünfte, gleichzeitig mit der Schenkungsurkunde beim aufgrund der Artikel 39 und 40 zuständigen Amt:

- a. wenn die Vereinigung gemäß Artikel 110 des Einkommensteuergesetzbuches zum Zeitpunkt der Schenkung zugelassen ist: eine beglaubigte Abschrift der für diese Zeit erhaltenen Zulassung;

b. andernfalls:

- die Abschrift der geltenden Statuten der Vereinigung, ggf. begleitet von einer französischen Übersetzung sowie die Bezugszeichen der gesetzlichen Veröffentlichung dieser Statuten;
- die Anschrift des Vereinigungssitzes;
- die Angabe der Ziele und Tätigkeiten der Vereinigung;
- die Anschrift der Betriebssitze der Vereinigung sowie ihre Bezeichnung, sofern sie nicht der der Vereinigung entsprechen.

Auf Antrag des Beamten, der das nach den Artikeln 39 und 40 zuständige Amt leitet, und im Hinblick auf die Überprüfung der Erfüllung der Bedingungen in den Absätzen 1 und 2 kann die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes ferner der Übermittlung einer beglaubigten Abschrift der Abrechnung der Ein- und Ausgaben des letzten Rechnungsjahres der Vereinigung sowie des Haushaltsplans des zum Zeitpunkt der Schenkung laufenden Rechnungsjahres unterliegen.».

**Art. 13** - Der vorliegende Abschnitt tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

#### *Abschnitt 5 — Abänderung des Gesetzbuches über die Einkommensteuer 1992*

**Art. 14** - § 1. Was die Wallonische Regierung betrifft, wird in Artikel 257, 3°, Absatz 2 des Gesetzbuches über die Einkommensteuer 1992 der Wortlaut "oder des gesetzlich Zusammenwohnenden" nach dem Wortlaut "einschließlich des Ehepartners" hinzugefügt.

§ 2. Paragraph 1 tritt ab dem Steuerjahr 2005 in Kraft.

**Art. 15** - § 1. Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 258, Absatz 1, desselben Gesetzbuches der Wortlaut "in Artikel 257, 1° bis 3°" durch den Wortlaut "in Artikel 257, 1° bis 3° bis," ersetzt.

§ 2. Was die Wallonische Region betrifft, wird in Artikel 259 desselben Gesetzbuches der Wortlaut " in Artikel 257, 2° und 3°" durch den Wortlaut "in Artikel 257, 2° bis 3° bis," ersetzt.

§ 3. Die Paragraphen 1 und 2 treten am 1. Januar 2004 in Kraft.

**Art. 15bis** - In Artikel 253, 1° des Einkommenssteuergesetzbuchs wird nach dem Wortlaut "einschließlich der betreuten Wohnungen und der Betreuungsinfrastrukturen für Kinder unter drei Jahren", der Wortlaut "sowie Betreuungs- und Unterbringungsinfrastrukturen für behinderte Personen" eingefügt.

#### KAPITEL II — Bestimmungen bezüglich der Finanzmittel und der Schuld

##### *Abschnitt 1 — Bestimmungen bezüglich der finanziellen Zentralisierung der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses*

**Art. 16** - In Artikel 1, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Einführung einer finanziellen Zentralisierung der Finanzmittel der wallonischen Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der Wortlaut "Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture" (regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) durch den Wortlaut "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft" ersetzt.

**Art. 17** - Der vorliegende Abschnitt tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

##### *Abschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich der Schuld*

**Art. 18** - Am 1. Januar 2003 wird es der Wallonischen Region erlaubt, die Schuld, die aus durch Dritte gezeichneten Anleihen besteht, für welche eine Beteiligung der Region an den Lasten in Sachen Zinsen und/oder Amortisierungen vorgesehen ist, zu übernehmen.

**Art. 19** - Die Wallonische Regierung wird damit beauftragt, den vorliegenden Abschnitt durchzuführen, dessen Anwendungsmodalitäten festzusetzen und insbesondere die Liste der in Artikel 18 erwähnten Anleihen aufzustellen.

**Art. 20** - Der vorliegende Abschnitt wird ab dem 1. Januar 2003 wirksam.

#### KAPITEL III — Bestimmungen bezüglich der Organisation der Energiemärkte

##### *Abschnitt 1 — Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts*

**Art. 21** - Artikel 14 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts wird folgendermaßen ergänzt:

"9° die Modalitäten und Bedingungen zur Zurverfügungstellung von Anlagen des Benutzers zugunsten des Netzbetreibers, um die Sicherheit seines Netzes zu gewährleisten."

**Art. 22** - Artikel 32 desselben Dekrets wird folgendermaßen ergänzt:

"5° die zeitweilige Versorgung der Endverbraucher eines Lieferanten, der ihre Versorgung nicht mehr gewährleisten kann."

**Art. 23** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 36bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 36bis - Die Bestimmungen der Artikel 47 bis 49 des Dekrets über die Elektrizität sind auf den Gasmarkt anwendbar."

**Art 23bis** - Artikel 39 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 39 - Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben ist nicht auf die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts anwendbar."

**Art. 24** - In Artikel 42, § 2, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Wörter "jedes Trimester" durch die Wörter "jeden Monat" ersetzt.

**Art. 25** - Artikel 46, § 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. In jeder Gemeinde wird auf Initiative des Vorsitzenden des Sozialhilferats eine lokale Kommission für die Begutachtung der Sperrung der Gaslieferung und der minimalen Elektrizitätslieferung eingerichtet, die sich aus folgenden Personen zusammensetzt:

- ein von dem Sozialhilferat bezeichneter Vertreter;
- ein Vertreter, der die soziale Energiebetreuung innerhalb des öffentlichen Sozialhilfezentrums übernimmt;
- ein Vertreter des Betreibers entweder des Gasnetzes oder des Stromnetzes, an das der Kunde angeschlossen ist.

Die Kommission wird auf Initiative des Betreibers des Verteilernetzes oder des Kunden einberufen. Sie befindet insbesondere über:

1° die eventuelle Sperrung der minimalen Elektrizitätslieferung des geschützten Kunden, der die von dem Netzbetreiber gelieferte garantierte minimale Liefermenge erhält; im Falle eines Sperrungsbeschlusses gibt die Kommission deren Dauer an;

2° die Gewährung von Versorgungskarten oder deren Aufladen zwischen dem 15. November und dem 15. März für die Kunden, die sich mit Gas beliefern lassen.

Die Kommission fasst mit der Stimmenmehrheit der Mitglieder einen Beschluss, nachdem sie den Kunden vorgeladen hat, damit dieser angehört werden kann. Der Kunde kann sich von einem Berater unterstützen oder vertreten lassen. Die Kommission beschließt unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

Der Beschluss wird dem Kunden und dem Netzbetreiber innerhalb von sieben Tagen zugestellt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und das Arbeitsverfahren der Kommission und kann deren Zusammensetzung auf jede Person erweitern, deren Vertretung für sie von Interesse sein würde. Im Falle von besonderen Witterungsverhältnissen kann die Regierung die in Absatz 2, 2° erwähnte Periode ausdehnen.“

**Art. 26** - In Artikel 48, § 1, desselben Dekrets werden die Wörter

“in der Wallonischen Region ansässigen und“ gestrichen.

**Art. 27** - Artikel 50 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° die Wörter “in drei Punkten” werden durch das Wort “folgendermaßen” ersetzt;

2° der Punkt 3 wird gestrichen.

**Art. 28** - Artikel 73, Absatz 2 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1° die Wörter “,was die gasbezogenen Aspekte betrifft,” werden vor das Wort “aufgehoben” gesetzt.

2° die Wörter “was die elektrizitätsbezogenen Aspekte betrifft, beim Inkrafttreten” werden zwischen die Wörter “des vorliegenden Dekrets und” und die Wörter “des Artikels 34, 1°, b. » eingefügt.

#### *Abschnitt 2 — Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts*

**Art. 29** - In Artikel 2, 3° des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter “oder Kältebedarf” zwischen das Wort “Heizungsbedarf” und die Wörter “des Kunden” eingefügt.

2° die Wörter “derselben Mengen Hitze und Elektrizität” werden durch die Wörter “derselben Mengen Hitze, Elektrizität und gegebenenfalls Kälte” ersetzt.

**Art. 30** - In Artikel 13 desselben Dekrets wird ein Punkt 11° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“11° die Modalitäten und Bedingungen zur Zurverfügungstellung von Anlagen des Benutzers zugunsten des Netzbetreibers, um die Sicherheit seines Netzes zu gewährleisten.“

**Art. 31** - In Artikel 34 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002, wird der Punkt 1° durch einen Punkt f. mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“f. in Sachen zeitweilige Versorgung der Endverbraucher eines Lieferanten, der ihre Versorgung nicht mehr gewährleisten kann.“

**Art. 32** - In Artikel 39, § 1, desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002, wird folgender Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Die Regierung kann die in Absatz 1 erwähnte Mindestmenge je nach dem Verbrauchsniveau der Endverbraucher und unter Vorbehalt, dass die Letzteren sich in Sachen Energieeinsparung verpflichten, anpassen. Diese Anpassung erfolgt unmittelbar zugunsten der betreffenden Kunden.“

**Art. 33** - In Artikel 45, § 4, desselben Dekrets wird das Wort “drei” durch das Wort “vier” ersetzt.

**Art. 34** - In Artikel 46, § 1, 1° desselben Dekrets wird das Wort “Marktes” durch das Wort “Elektrizitätsmarkts” ersetzt.

**Art. 34bis** - Artikel 48, Absatz 3 desselben Dekrets wird gestrichen.

**Art. 35** - In Artikel 51, § 2, 11° desselben Dekrets werden in der französischen Fassung die Wörter “de l’électricité” hinter die Wörter “des fournisseurs” gesetzt.

**Art. 36** - In Artikel 53 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2002, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter “,die in der Wallonischen Region ansässig ist,” gestrichen;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter “unbeschadet von § 1” gestrichen;

3° der Paragraph 5 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

“Der durch den Artikel 569, 33° des Gerichtsgesetzbuchs vorgesehene Einspruch wird innerhalb von dreißig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses eingereicht.“

#### *Abschnitt 3 — Energieaudit*

**Art. 36bis** - Die Wallonische Regierung bestimmt die Bedingungen für die Durchführung eines Energieaudits einer Wohnung. Unter Bedingungen sind insbesondere die erforderlichen Eigenschaften der zur Durchführung des Energieaudits befugten Personen, sowie die Bedingungen zur Durchführung des Energieaudits zu verstehen.

Unter Energieaudit versteht man die Durchführung einer Energiebilanz, in der die die Energie betreffenden Schwachpunkte identifiziert und die Verbesserungsvorschläge erstellt werden.

### *KAPITEL IV — Bestimmungen bezüglich der Umwelt und der Raumordnung*

#### *Abschnitt 1 — Bestimmungen bezüglich der Finanzierung der Abfallpolitik*

**Art. 37** - Artikel 5 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, abgeändert durch die Dekrete vom 26. Juni 1997 und vom 28. Juni 2001, wird durch folgenden Paragraphen ergänzt:

“§ 6. Mit dem Einverständnis der Wallonischen Regierung ist das Zentrum befugt, die Finanzierung von Abfallbewirtschaftungsanlagen im Sinne von Artikel 1, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen zu dem durch den Artikel 11 des vorerwähnten Erlasses festgelegten Prozentsätzen zu gewährleisten. Diese Finanzierungsform erfolgt in Abweichung von der in dem vorerwähnten Erlass angegebenen Auszahlungsmodalität der Zuschüsse.“

**Art. 38** - In Artikel 5 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 28. Juni 2001, werden die Wörter “Artikel 5, §§ 3 und 4 des vorliegenden Dekrets” durch die Wörter “Artikel 5, §§ 3, 4 und 6 des vorliegenden Dekrets” ersetzt.

**Art. 39** - Das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Abschnittes wird von der Regierung festgelegt.

## Abschnitt 1bis — Abänderungsbestimmung

**Art. 39bis** - In Artikel 6, Absatz 1 des Dekrets vom 20. Februar 2003 über den sozialen Wasserfonds in der Wallonischen wird der Wortlaut "dem Verbraucher" gestrichen.

## Abschnitt 2 — Bestimmungen zur städtebaulichen und umweltbezogenen Verwaltung der Gewerbegebiete

**Art. 40** - In das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Artikel 31bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 31bis - § 1. Die Erschließung des gemischten Gewerbegebiets,

des industriellen Gewerbegebiets im Sinne des Artikels 30, des mit dem Überdruck "A.E." bezeichneten Gebiets, des mit dem Überdruck "G.D." bezeichneten Gebiets und des mit dem Überdruck "R.M." bezeichneten Gebiets im Sinne des Artikels 31 unterliegt der Genehmigung durch die Regierung eines Städtebau- und Umweltlastenhefts, welches das gesamte Gebiet deckt.

§ 2. Das Städtebau- und Umweltlastenheft ist eine Unterlage zur Orientierung, Verwaltung und Programmierung der Erschließung eines in Paragraph 1 erwähnten Gewerbegebiets.

Auf der Grundlage einer Bewertung der bestehenden Sach- und Rechtslage und unter Berücksichtigung der geplanten wirtschaftlichen Tätigkeiten beinhaltet das Städtebau- und Umweltlastenheft:

1° eine zusammenfassende Studie der Verbindlichkeiten und Möglichkeiten;

2° die Definition der allgemeinen Zielsetzungen für die Erschließung des Gebiets;

3° die Definition der raumordnerischen Zielsetzungen für jeden der folgenden Aspekte:

- die Eingliederung in die Umwelt und deren menschliche Eigenschaften;

- die Mobilität der Güter und Personen;

- die Ausrüstungen und technischen Netze, insbesondere im Hinblick auf die Geologie, Hydrogeologie und Orohydrologie;

- den Städtebau und die Architektur;

- die Landschaft.

Es kann außerdem Maßnahmen bezüglich der Förderung der erneuerbaren Energien und das eventuelle Programm der schrittweisen Benutzung des Gebiets beinhalten.

Es gibt die Gültigkeitsdauer des Städtebau- und Umweltlastenhefts an, die zehn Jahre ab seiner Genehmigung nicht überschreiten darf.

§ 3. Vor der Ausstellung der ersten Städtebau-, Umwelt- oder Globalgenehmigung bezüglich der Erschließung des Gebiets, wird das Städtebau- und Umweltlastenheft auf Initiative der betroffenen Region, Gemeinde, Interkommunale oder einer natürlichen oder juristischen Person aufgestellt, insofern die Letztere Eigentümer des gesamten Gebiets oder von den gesamten Eigentümern des Gebiets gebührend bevollmächtigt ist.

Das Städtebau- und Umweltlastenheft wird von einer im Sinne der Artikel 11 und 282, § 1, des vorliegenden Gesetzbuches aufgestellt.

§ 4. Auf der Grundlage einer vorherigen Konzertierung zwischen dem beauftragten Beamten des Außendienstes der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung und jeder betroffenen Verwaltung und auf der Grundlage des von dem besagten beauftragten Beamten erstellten Berichts, wird das Städtebau- und Umweltlastenheft innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Erhalt der Akte durch den beauftragten Beamten des Außendienstes der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes von der Regierung genehmigt oder abgelehnt. Der Beschluss wird dem in Paragraph 3 erwähnten Antragsteller per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung zugestellt. Eine Abschrift dieses Beschlusses wird unter Beifügung des Städtebau- und Umweltlastenhefts zur Information gleichzeitig an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der betroffenen Gemeinde(n) und an die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung der Wallonischen Region gerichtet.

In Ermangelung der Zustellung des Beschlusses der Regierung per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung kann der Antragsteller der Regierung ein Erinnerungsschreiben zukommen lassen.

In Ermangelung der Einsendung des Beschlusses der Regierung innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt durch die Regierung des Einschreibens, welches das Erinnerungsschreiben enthält, gilt das Städtebau- und Umweltlastenheft als genehmigt.

Das Städtebau- und Umweltlastenheft wird jedem Antrag auf eine Städtebau-, Umwelt- oder Globalgenehmigung bezüglich der Erschließung des Gebiets beifügt.

§ 5. Jede Abänderung, die die allgemeinen Zielsetzungen für die in Paragraph 2, Absatz 2, 2° erwähnte Erschließung des Gebiets beeinträchtigt, erfordert die Revision des Städtebau- und Umweltlastenhefts. Sie wird von dem in Paragraph 3 erwähnten Antragsteller, der Region oder jeglicher anderen betroffenen Person eingereicht. Die Bestimmungen bezüglich der Genehmigung des Städtebau- und Umweltlastenhefts sind auf deren Revision anwendbar. Wenn die Revision auf Initiative einer anderen Person als von dem in Paragraph 3 erwähnten Antragsteller beantragt wird, holt die Regierung die Stellungnahme des in Paragraph 3 erwähnten Antragstellers über die geplante Abänderung ein. Eine Abschrift des Beschlusses wird von dem beauftragten Beamten des Außendienstes unter Beifügung des abgeänderten Städtebau- und Umweltlastenhefts an die Inhaber von Städtebau-, Umwelt- oder Globalgenehmigungen übermittelt."

**Art. 41** - Der vorliegende Abschnitt tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Er ist auf die in den Artikeln 30 und 31 desselben Gesetzbuches erwähnten und noch nicht erschlossenen Gewerbegebiete anwendbar.

## KAPITEL V — Bestimmungen bezüglich der Landwirtschaft

## Abschnitt 1 — Bestimmung bezüglich der Agrarforschung

**Art. 42** - Artikel 12 des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen wird durch folgenden Paragraphen ergänzt:

"§ 6. Im Rahmen der Unterstützung der agronomischen Forschungen im Sinne von Art. 1, 1° bestimmt die Regierung die Zulässigkeitskriterien sowie die Gewährungsmodalitäten.

Die Regierung legt die Prioritäten in Sachen Agrarforschung sowie das spezifische Forschungsprogramm des Zentrums fest."

## Abschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich der Qualität der tierischen und pflanzlichen Produkte

**Art. 43** - In Anwendung von Art. 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung wird innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region ein «Haushaltsfonds für die Qualität der tierischen und pflanzlichen Produkte» eingerichtet, nachstehend «der Fonds» genannt.

Ein Rat, dessen Organisation, Zusammensetzung und Arbeitsweise von der Regierung festgelegt werden, gibt sein Gutachten über die Modalitäten der Verwaltung des Fonds ab.

Jedes Jahr wird der Wallonischen Regierung und dem Wallonischen Regionalrat ein Bericht zugestellt, der das Verzeichnis der Finanzierungsquellen, die Zweckbestimmung der Gelder und die Durchführungsmodalitäten enthält.

**Art. 44** - Dem Fonds werden folgende Mittel zugewiesen:

1° die Beiträge, die die Regierung den natürlichen und juristischen Personen auferlegt, die Pflanzen oder pflanzliche Produkte bzw. Tiere oder tierische Produkte erzeugen, vermarkten, transportieren, verarbeiten, importieren oder exportieren;

2° die Erhöhungen und Zinsen der unter 1° erwähnten Beiträge sowie die Zinsen der Zahlungen;

3° die für die Kontrollen und Leistungen der öffentlichen Behörden erhobenen Beträge, Rechte und Entschädigungen in Anwendung des Gesetzes vom 20. Juni 1956 über die Verbesserung der in der Landwirtschaft genutzten Haustierrassen, des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht und des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei;

4° die im Rahmen der unter 3° erwähnten Gesetze vom 11. Juli 1969 und 28. März 1975 auferlegten Verwaltungsstrafen;

5° die beigetriebenen Entschädigungen und Vorschüsse, die im Rahmen der unter 3° erwähnten Gesetze gewährt wurden;

6° die freiwilligen oder vertraglichen Beiträge;

7° die Einkünfte, die sich aus den Beiträgen der Europäischen Union zu den Ausgaben des Fonds ergeben.

**Art. 45** - Die Regierung bestimmt den Betrag der Pflichtbeiträge laut Art. 44, 1°, sowie die Modalitäten für ihre Erhebung. Sie bestimmt ebenfalls die Folgen der Nichtzahlung oder der nicht fristgerechten Zahlung der dem Fonds geschuldeten Beträge.

Die Wallonische Regierung fasst den Wallonischen Regionalrat entweder sofort, wenn er bereits zusammengekommen ist, oder unmittelbar nach der Eröffnung seiner nächsten Sitzung, mit dem Entwurf eines Dekrets zur Bestätigung der in Ausführung von Absatz 1 verabschiedeten Erlasse.

**Art. 46** - Die Mittel des Fonds müssen zur Finanzierung oder Vorfinanzierung der Ausgaben in Zusammenhang mit der Politik zur Förderung der Qualität der Tiere und tierischen Produkte sowie der Pflanzen und pflanzlichen Produkte verwendet werden, insofern diese Politik in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fällt in Ausführung von Art. 2 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung von verschiedenen Befugnisse an die Regionen und an die Gemeinschaften, in Anwendung des Gesetzes vom 20. Juni 1956 über die Verbesserung der in der Landwirtschaft genutzten Haustierrassen, des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei. Die Mittel des Fonds werden ebenfalls zur Deckung der Ausgaben verwendet, die sich aus den Verpflichtungen der Region in Zusammenhang mit der Politik im Bereich der genetisch veränderten Organismen ergeben.

Die Ausgaben können sich auf Entschädigungen, Zuschüsse oder Leistungen beziehen, insbesondere in Zusammenhang mit Personal-, Betriebs- und Anlagekosten oder mit sonstigen Kosten in Verbindung mit Aktionen oder Aufgaben, die im Rahmen des Fonds beschlossen wurden, und durch wissenschaftliches Personal oder Dritte ausgeführt werden.

**Art. 47** - § 1. Unbeschadet der Befugnisse der Offiziere der Gerichtspolizei werden die Verstöße gegen die Bestimmungen der Art. 44 bis 46 des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungserlasse durch die Beamten der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, die zu diesem Zweck vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, bezeichnet werden, ermittelt und festgestellt. Zu diesem Zweck haben diese Bediensteten zu jeder Zeit Zugang zu den gewerblichen Geländen, Ausrüstungen und Räumlichkeiten. Sie können die Mitteilung aller erforderlichen Auskünfte und Unterlagen verlangen und alle nützlichen Feststellungen vornehmen.

Die durch diese Beamten der öffentlichen Gewalt aufgestellten Protokolle sind bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend. Innerhalb fünfzehn Tagen nach der Feststellung eines Verstoßes wird deren Urheber eine Abschrift des Protokolls zugestellt.

§ 2. Die von den Gerichtsbediensteten der Staatsanwaltschaften und den Mitgliedern der föderalen und der lokalen Polizei festgestellten Verstöße gegen die Bestimmungen der Art. 44 bis 46 des vorliegenden Dekrets und deren Ausführungserlasse werden den Bediensteten der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region mitgeteilt, die zu diesem Zweck vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, bezeichnet werden.

Die durch diese Beamten der öffentlichen Gewalt aufgestellten Protokolle sind bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend. Eine Abschrift des Protokolls wird den Urhebern des Verstoßes innerhalb fünfzehn Tagen nach dessen Empfang durch die vom Minister bezeichneten Bediensteten der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region zugestellt.

**Art. 48** - Unbeschadet der eventuellen Anwendung strengerer Strafen, die kraft des Strafgesetzbuchs oder besonderer strafrechtlicher Gesetze auferlegt werden, wird mit einer Geldstrafe von 2,5 bis 125 Euro bestraft:

- derjenige, der den Beitrag teilweise oder insgesamt nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen zahlt;

- derjenige, der sich den Besichtigungen, Prüfungen, Kontrollen oder Informations- bzw. Dokumentationsanfragen seitens der Beamten der öffentlichen Gewalt im Sinne von Art. 47 entgegenstellt, oder wissentlich falsche oder unvollständige Auskünfte bzw. Dokumente erteilt bzw. übermittelt.

Bei einem Wiederholungsfalle innerhalb drei Jahren ab einer vorigen Verurteilung wegen eines in Absatz 1 erwähnten Verstoßes wird der Betrag der Geldstrafe verdoppelt.

Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches sind auf die im vorliegenden Artikel erwähnten Verstöße anwendbar, mit Ausnahme von Kapitel V, aber einschließlich des Kapitels VII und des Artikels 85.

### Abschnitt 3 — Bestimmungen bezüglich der Bodenpolitik

**Art. 49** - Es wird ein "Fonds für die Bodenpolitik" geschaffen, nachstehend "der Fonds" genannt. Dieser Fonds besteht aus variablen Mitteln im Sinne von Art. 45 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Buchführung des Staates.

Dem Fonds werden die Mittel zugewiesen, die aus dem Verkauf der im Rahmen der Bodenpolitik erworbenen Güter herrühren sowie aus dem Verkauf der landwirtschaftlichen Grundstücke, die vom Vermögen des "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung) stammen, und der Anwendung der Artikel 56 und 57 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze sowie des Artikels 76 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze bei großen Infrastrukturarbeiten.



Die Regierung erlässt die Liste der Vermögensgüter der Region, die zugunsten der Bodenpolitik veräußert werden können.

Den in Absatz 1 erwähnten Mitteln für den Fonds werden nur diejenigen Ausgaben angerechnet, die die Anschaffung und Erhaltung von landwirtschaftlichen Grundstücken im Rahmen der Bodenpolitik und die Ausübung des in den vorgenannten Gesetzen über die Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts betreffen.

**Art. 50** - Das Dekret vom 6. April 19954 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 51** - Der vorliegende Abschnitt tritt am 1. Januar 2004 in Kraft.

#### KAPITEL VI — Bestimmungen bezüglich der lokalen und untergeordneten Behörden

**Art. 52** - Ein wie folgt verfasster Artikel 26bis wird in das Dekret vom 5. Dezember 1996 über die wallonischen Interkommunalen eingefügt:

"Art. 26bis - § 1. Wenn die Wallonische Region Mittel einbringt, die die Hälfte des Kapitals der Interkommunale übertreffen, kann in Abweichung von Artikel 12 und, gegebenenfalls, von Artikel 26 in den Satzungen vorgesehen werden, dass:

1. die Mehrheit der Stimmen in den Verwaltungs- und Kontrollorganen der Wallonischen Region gehört. In diesem Fall werden die Beschlüsse der Generalversammlung, des Verwaltungsrats, des Kollegiums der Kommissare und der beschränkten Verwaltungsorgane nur dann auf gültige Weise gefasst, wenn sie die Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder in diesen Organen vertretenen Vertreter der Wallonischen Region erhalten haben;

2. der Vorsitz des Verwaltungsrats und des Kollegiums der Kommissare einem Vertreter der Wallonischen Region anvertraut wird. In diesem Fall können die etwaigen Mandate der stellvertretenden Vorsitzenden nur Vertretern der kommunalen oder provinziellen Gesellschaftern gewährt werden;

3. die Wallonische Region zu jeder Zeit der Interkommunale die Ablösung eines ihrer Vertreter in ihren verschiedenen Organen mitteilen kann.

§ 2. Was die in § 1 erwähnten Situationen betrifft, unterliegen die Beschlüsse der Verwaltungsorgane der Kontrolle durch zwei Kommissare der Wallonischen Region, die durch sie gemäß den folgenden Modalitäten ernannt und entlassen werden:

a. die Kommissare der Regierung wohnen den Versammlungen der Verwaltungsorgane mit beratender Stimme bei. Sie können zu jeder Zeit die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und Geschäftsbücher der Interkommunale an Ort und Stelle einsehen. Sie können alle Erklärungen oder Auskünfte von allen Verwaltern, Bediensteten und Beauftragten erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die sie für die Ausübung ihres Mandats für notwendig halten. Sie können außerdem jede Frage in Bezug auf die Einhaltung der Regelung, der Satzungen oder der Verpflichtungen der Interkommunale in die Tagesordnung einer Verwaltungsrats-sitzung aufnehmen lassen;

b. jeder Kommissar der Regierung verfügt über eine Frist von vier vollen Tagen, um einen Einspruch gegen die Durchführung jedes Beschlusses einzureichen, von dem er meint, dass er im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Satzungen oder zum allgemeinen Interesse ist. Der Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Kommissar der Regierung vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, und, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er davon informiert worden ist;

c. die Kommissare erheben ihren Einspruch bei der Regierung. Wenn die Wallonische Regierung nicht innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Einspruch befunden hat, wird der Beschluss rechtskräftig. Die Annullierung des Beschlusses wird der Interkommunale durch die Regierung zugestellt."

**Art. 53** - Artikel 34 desselben Dekrets wird aufgehoben.

#### KAPITEL VII — Bestimmungen bezüglich der Erhaltung und des Schutzes des kulturellen Erbes

##### Abschnitt 1 — Bestimmung bezüglich des Verfahrens zur Unterschutzstellung

**Art. 54** - In Artikel 197 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999, wird der Wortlaut "Die Regierung leitet ein Verfahren zur Unterschutzstellung ein durch den Wortlaut "Die Regierung kann ein Verfahren zur Unterschutzstellung einleiten" ersetzt.

##### Abschnitt 2 — Bestimmungen bezüglich des "Institut du Patrimoine wallon" (Institut für das Wallonische Erbe)

**Art. 55** - Artikel 218 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 218 - Das "Institut du Patrimoine wallon" hat zum Ziel, den Eigentümern von denkmalgeschützten Gütern beizustehen, um diese zu sanieren, die Erhaltung des Know-hows und die Perfektionierung in den Berufen des kulturhistorischen Erbguts zu sichern und denkmalgeschützte Besitzungen oder Teile von Besitzungen der Region, die nicht im Rahmen der Verwaltung verwendet werden, aufzuwerten.

Die Aufgabe im Bereich der Unterstützung der Eigentümer von denkmalgeschützten Gütern betrifft die in einer durch die Regierung festgesetzten Liste erwähnten Güter. Diese Liste darf nur auf dem Gebiet der Wallonischen Region, mit Ausnahme des deutschsprachigen Gebiets, befindliche Güter enthalten.

Die Aufgabe im Bereich der Aufwertung der Besitzungen der Region betrifft Güter, die in einer anderen durch die Regierung festgesetzten Liste erwähnt werden.»

**Art. 56** - Im Artikel 219 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999, wird der Wortlaut "Die Verwaltung der unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Güter" durch den Wortlaut "Die Unterstützung der Eigentümer von unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz stehenden Gütern" ersetzt.

**Art. 57** - In demselben Gesetzbuch wird ein wie folgt verfasster Artikel 220bis eingefügt:

"Art. 220bis - Die Aufwertung der Besitzungen oder der Teile der Besitzungen der Region, die durch das "Institut du Patrimoine wallon" unter Denkmalschutz gestellt worden sind, besteht darin, dass:

1° Abkommen mit den betroffenen regionalen Verwaltungen abgeschlossen werden, um den Beteiligungsbereich jeder Verwaltung in Bezug auf die betroffenen Güter festzusetzen;

2° Projekte hinsichtlich der Verwendung oder der Wiederverwendung dieser Güter im Alleingang oder mit Partnern entworfen werden;

3° die zur Verwirklichung der unter 2° erwähnten Projekte unerlässlichen Investitionen im Alleingang oder mit Partnern vorgenommen werden und die direkte oder im Auftrag gegebene Bauherrschaft in Bezug auf diese Investitionen gegebenenfalls gewährleistet wird;

4° die Bewirtschaftung dieser Besitzungen gewährleistet wird oder dafür gesorgt wird, wenn diese Investitionen getätigt worden sind;

5° öffentliche Veranstaltungen in den Besitzungen und sie betreffende Veröffentlichungen organisiert werden oder dafür gesorgt wird;

6° die etwaigen mit dieser Verwaltung oder diesen Veranstaltungen verbundenen Einnahmen entgegengenommen und zugunsten der betroffenen Besitzungen verwendet werden.“

### *Abschnitt 3 — Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Triage-lavoir du Centre"*

**Art. 57bis** - Unter der Bezeichnung "Triage-lavoir du Centre", weiter unten "die Gesellschaft" genannt, wird eine juristische Person öffentlichen Rechts gegründet, deren Zweck die Wiederherstellung des Standorts der "Lavoir du Centre" genannten Sortier- und Waschanlage, rue des Mineurs 31, in Péronnes (Binche) sowie deren Umgebung und ganz besonders deren Wiederherstellung im Hinblick auf deren späteren Verkauf bzw. deren Bereitstellung in jeder beliebigen Form ist.

Diese juristische Person ersetzt die gleichnamige Aktiengesellschaft, deren Betriebssitz in Mons, rue du Nimy 53, festgesetzt ist und die unter der Betriebsnummer 480753576 registriert ist.

**Art. 57ter** - Die Gesellschaft wird als Aktiengesellschaft gegründet. Mit Ausnahme der sich aus den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ergebenden Abweichungen unterliegt sie dem Gesetzbuch über die Gesellschaften.

Die ersten Satzungen sind dem vorliegenden Dekret beigelegt. Die Abänderungen der Satzungen einschließlich derjenigen, die die Auflösung der Gesellschaft festlegen, werden durch die Generalversammlung verabschiedet und der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

**Art. 57quater** - Können Teilhaber der Gesellschaft sein:

1° die Wallonische Region;

2° jede andere Person öffentlichen Rechts;

3° jede Gesellschaft, deren Kapital direkt oder indirekt durch die Wallonische Region und/oder jede andere Person öffentlichen Rechts in Höhe von mindestens 50% gehalten wird;

4° jede andere Person privaten Rechts.

Was auch immer die Zusammensetzung des Kapitals ist, wird die Mehrheit der Mandate im Verwaltungsrat den durch die unter 1° bis 3° des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Teilhaber vorgeschlagenen Kandidaten gewährt.

Die Mandate des Vorsitzenden des Verwaltungsrats und des geschäftsführenden Verwalters können nur einem auf Vorschlag der unter 1° bis 3° des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Teilhaber ernannten Verwalter gewährt werden.

Die Dauer der im vorigen Absatz erwähnten Mandate überschreitet fünf Jahre nicht.

**Art. 57quinquies** 1. Die Gesellschaft unterliegt der Kontrollbefugnis der Regierung, die durch Vermittlung eines durch sie bezeichneten Kommissars ausgeübt wird.

2. Der Kommissar der Regierung nimmt an den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme teil. Zu jeder Zeit kann er an Ort und Stelle die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen alle Geschäftsbücher der Gesellschaft einsehen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von den Verwaltern und Personalmitgliedern erfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die er für die Ausübung seines Mandats für notwendig hält.

3. Der Kommissar kann der Regierung einen Einspruch gegen jeden Beschluss der Gesellschaft, den er als im Gegensatz zu dem Gesetz oder dem Interesse der Öffentlichkeit betrachtet, zustellen. Dieser Einspruch hat eine aufhebende Wirkung. Er muss innerhalb einer Frist von zehn Tagen eingereicht werden.

Diese Frist läuft entweder ab dem Tag der Versammlung des Verwaltungsrates, während welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Kommissar ordnungsgemäß geladen worden ist, oder in den anderen Fällen ab dem Tag, an dem der Kommissar den gefassten Beschluss zur Kenntnis genommen hat.

Die Regierung kann die Handlung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die zum selben Zeitpunkt anfängt, aufheben. In Ermangelung davon wird die Aussetzung aufgehoben; der Beschluss wird dann wirksam.

**Art. 57sexies** - Die Einnahmen der Gesellschaft sind die Folgenden:

1° die Einnahmen, die ihre Tätigkeit abwerfen wird, insbesondere die Einnahmen ihres Vermögens;

2° die mit Anleihen und allen Finanzgeschäften verbundenen Einnahmen;

3° der Betrag der Subventionen, Zuschüsse, Vorschüsse, Darlehen, oder anderen finanziellen Vorteile, die ihr durch die öffentlichen Behörden und Einrichtungen gewährt würden.

**Art 57septies** - Die Buchhaltung der Gesellschaft wird gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Das Katastereinkommen der Güter der Gesellschaft ist vom Immobiliensteuervorabzug befreit, wenn diese Güter selbst kein Einkommen abwerfen.

**Art. 57octies** - Vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung kann die Gesellschaft in ihrem Namen und auf eigene Rechnung Enteignungen im öffentlichen Interesse vornehmen.

Außer in den in anderen Gesetzes- oder Dekretsbestimmungen vorgesehenen Fällen können diese Enteignungen Immobiliengüter betreffen, die im Umkreis des stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, in einem Umkreis der städtischen Neubelebung oder in einem Stadterneuerungsbereich stehen. Sie können auch ein denkmalgeschütztes Gut sowie Grundstücke, die ein unabdingbarer Bestandteil davon sind, oder in dem Schutzgebiet des Gutes enthaltene Grundstücke betreffen.

### *KAPITEL VIII — Bestimmungen bezüglich des Wohnungswesens*

**Art. 58** - Ein wie folgt verfasster Artikel 13 wird in das Dekret vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches eingefügt:

"Art. 13 - Die Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes, die eine auf der Grundlage der Artikel 88, 1 und 130, § 1, des Wallonischen Wohngesetzbuches gewährte Zulassung in Anspruch nimmt, behält nur dann ihre Zulassung, wenn alle Mitglieder ihres statutarischen Personals am 31. Dezember 2004 auf der Grundlage eines Arbeitsvertrags eingestellt sind.

Die Gesellschaft garantiert, dass alle Mitglieder des vormals statutarischen Personals, die auf der Grundlage eines Arbeitsvertrags eingestellt sind, ihre erworbenen Rechte innerhalb von Grenzen, die durch die Regierung bestimmt werden können, behalten."

**Art. 59** - In den Artikeln 116, 175.15 und 185bis des Wallonischen Wohngesetzbuches, eingeführt durch das Dekret vom 29. Oktober 1998 und abgeändert durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 31. Mai 2001, vom 20. Dezember 2001 und vom 15. Mai 2003 wird in den Paragraphen 1 der Wortlaut "mehreren Revisoren" durch den Wortlaut "einem oder mehreren Revisoren" und in den Paragraphen 2 der Wortlaut "Die Revisoren" durch den Wortlaut "Der oder die Revisoren" ersetzt.

## KAPITEL IX — Bestimmungen bezüglich des öffentlichen Dienstes

**Art. 60** - Ein wie folgt verfasster Artikel *2bis* wird in das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals von bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses eingefügt:

"Art. *2bis* - Die folgenden Einrichtungen öffentlichen Interesses verfügen über ein spezifisches Statut:

1° das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

2° der autonome Hafen von Lüttich."

**Art. 61** - Das Gesetz vom 21. Juni 1937 über die Einrichtung des autonomen Hafens von Lüttich wird durch einen wie folgt verfassten Artikel 4 ergänzt:

"Art. 4 - Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 62** - Artikel 105, Absatz 2 des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohnungsbuches, so wie durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 20. Dezember 2001 und vom 15. Mai 2003 abgeändert, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 63** - Artikel 22 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", so wie abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2003, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 22 - Der Generalverwalter und der stellvertretende Generalverwalter werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet, unter Vorbehalt der Anwendung der Sonderbestimmungen (in Bezug auf die Beteiligung des Verwaltungsorgans), die durch den Erlass der Regierung zur Einführung des Statuts der Bediensteten des "Office" festgesetzt sind.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 64** - Artikel 4, § 4, des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region, so wie durch die Dekrete vom 22. Januar 1998 und vom 9. April 1998 abgeändert, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 4. Der Generaldirektor, der stellvertretende Generaldirektor und die Generalinspektoren werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 65** - Artikel 12 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

"Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 66** - Artikel 7, § 2, des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren, so wie abgeändert durch die Dekrete vom 26. Juni 1997, vom 22. Januar 1998 und vom 28. Juni 2001, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 2. Die leitenden Beamten werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 67** - Artikel 40 des Dekrets vom 6. April 1995 zur Eingliederung von Personen mit Behinderung, so wie durch das Dekret vom 22. Januar 1998 abgeändert, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 40 - Der Generalverwalter und der stellvertretende Generalverwalter werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 68** - Die Absätze 2, 3 und 4 des Artikels 18 des Dekrets vom 6. April 1995 über die Verwaltung der psychiatrischen Kliniken der Region, so wie abgeändert durch die Dekrete vom 22. Januar 1998 und vom 13. März 2003, werden durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Direktor der psychiatrischen Klinik und der Direktor des psychiatrischen Pflegeheims werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 69** - Artikel 11, Absatz 1 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur) wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Generaldirektor und der Generalinspektor werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 70** - Artikel 8, § 2, Absatz 2 des Dekrets vom 25. Februar 1999 zur Gründung der "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur) wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Der Vorsitzende und der Generalverwalter werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz."

**Art. 71** - Artikel 225, Absatz 1 des Dekrets vom 1. April 1999 über die Erhaltung und den Schutz des Erbes wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Generalverwalter und der stellvertretende Generalverwalter werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz.”

**Art. 72** - Artikel 5, Absatz 1 des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des “Centre wallon de Recherches agronomiques” (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Generaldirektor und der stellvertretende Generaldirektor werden durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz.”

**Art. 73** - Artikel 175.9, § 1, Absatz 2 des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohnungsbuches, so wie durch die Dekrete vom 18. Mai 2000, vom 14. Dezember 2000, vom 20. Dezember 2001 und vom 15. Mai 2003 abgeändert, wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bezeichnet gegebenenfalls den oder die anderen Generalbeamten gemäß dem vorigen Absatz.”

**Art. 74** - Das Dekret vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des “Institut wallon de l’Evaluation, de la Prospective et de la Statistique” (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) wird in seinem Artikel 14, § 1, wie folgt abgeändert:

“Die Regierung bezeichnet den oder die Generalbeamten für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen.”

**Art. 75** - Die Artikel 60 bis 74 des vorliegenden Programmdekrets treten am Tag des Inkrafttretens des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. Dezember 2003

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Sitzung 2001-2002.*

*Dokumente des Rates 603 (2003-2004), nrn. 1 bis 28.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 2002.*

*Diskussion - Abstimmung.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 448

[2004/200252]

**18 DECEMBER 2003. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake gewestelijke fiscaliteit, thesaurie en schuld, organisatie van de energiemarkten, leefmilieu, landbouw, plaatselijke en ondergeschikte besturen, erfgoed, huisvesting en ambtenarenzaken (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de fiscaliteit**Afdeling 1.* — Bepalingen tot wijziging van de artikelen 131, 132-2 en 135 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

**Artikel 1.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, worden volgende wijzigingen aangebracht in artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 22 december 1977, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij artikel 42, 5°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2001 :

1° In de eerste regel, tweede kolom, van tabel I, worden de woorden "en tussen wettelijk samenwonenden" toegevoegd na de woorden "tussen echtgenoten".

2° De laatste twee kolommen van tabel II worden vervangen door wat volgt :

"Tussen alle andere personen

a	b
t.h.	euro
30	
35	3.750,00
60	8.125,00
80	38.125,00
90	118.125,00"

3° Die bepaling wordt aangevuld met volgend lid :

« Voor de toepassing van deze afdeling wordt onder wettelijk samenwonende de persoon verstaan die op het ogenblik van de schenking samen met de schenker gedomicilieerd was en met laatstgenoemde een verklaring van wettelijk samenwonen had overeenkomstig de bepalingen van Boek III, titel *Vbis*, van het Burgerlijk Wetboek, twee personen uitgezonderd die broers en/of zussen, oom en neef of nicht, en tante en neef of nicht zijn, voorzover de verklaring van wettelijk samenwonen meer dan één jaar vóór de schenking ontvangen is. »

**Art. 2.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, worden volgende wijzigingen aangebracht in artikel 132-2 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 157 van de wet van 22 december 1989 :

1° onder 1° van die bepaling worden de woorden "of van de wettelijk samenwonende" ingevoegd tussen de woorden "van de echtgenoot" en de woorden "van de adoptant";

2° onder 3° van die bepaling worden de woorden "of van zijn wettelijk samenwonende" ingevoegd tussen de woorden "van zijn echtgenoot" en het woord "te samen".

**Art. 3.** Voor wat betreft het Waalse Gewest worden in artikel 135, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, en gewijzigd bij artikel 158, 2°, van de wet van 22 december 1989, bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij artikel 42, 5°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2001, de woorden "of wettelijk samenwonende" ingevoegd na de woorden "de begiftigde echtgenoot".

**Art. 4.** Deze afdeling treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

*Afdeling 2.* — Wijzigingen in de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993

**Art. 5.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, worden in artikel 12, § 2, van de wet van 27 december 1994 tot goedkeuring van het Verdrag inzake de heffing van rechten voor het gebruik van bepaalde wegen door zware vrachtwagens, ondertekend te Brussel op 9 februari 1994 door de Regeringen van het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, en tot invoering van een Eurovignet overeenkomstig richtlijn 93/89/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 25 oktober 1993, gewijzigd bij de wetten van 10 april 1995, 13 maart 2001 en 10 juni 2001, de eerste twee leden vervangen door volgende twee leden :

"§ 2. Voor de bij artikel 4, tweede lid, bedoelde voertuigen wordt op aanvraag van de belastingschuldige :

1° een evenredige teruggave van het eurovignet verleend ten belope van de periodes van inactiviteit van het voertuig tijdens de belastbare periode.

Dit bedrag is gelijk aan één of twee twaalfde van het jaarbedrag naargelang de periodes van inactiviteit respectievelijk minstens 30 of 60 dagen bedragen;

2° een evenredige teruggave van het eurovignet ten belope van de periodes waarin dat voertuig gebruikt is op het autowegennet van één van de verdragsluitende partijen van het Verdrag van 9 februari 1994 bedoeld in artikel 1, indien die verdragsluitende partij beslist om de heffing van het gebruiksrecht te beëindigen en een tolheffing in te voeren, waardoor het gemeenschappelijk belastbaar grondgebied inzake het gebruiksrecht wordt gewijzigd, en indien dat wegnnet daadwerkelijk aan het tolgeld is onderworpen tijdens de periode waarvoor de teruggave wordt aangevraagd.

Dit bedrag is gelijk aan één of twee twaalfde van het jaarbedrag naargelang de periodes van gebruik van voormeld wegnnet waarop tolgeld wordt geheven respectievelijk minstens 30 of 60 dagen bedragen.

In de aanvraag kunnen beide redenen voor de teruggave bedoeld bij het eerste lid, indien ze zich voorgedaan hebben tijdens dezelfde belastbare periode, tegelijk worden aangevoerd. Het terug te geven bedrag wordt verminderd met een bedrag van 25 euro per aanvraag wegens administratieve kosten. ».

**Art. 6.** Deze afdeling heeft uitwerking vanaf het aanslagjaar 2003.

*Afdeling 3. — Wijzigingen in het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen*

**Art. 7.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 45 van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 14 van 18 april 1967, aangevuld met volgend lid :

“Voor wat betreft de automatische kansspeltoestellen die zich in de kansspelinrichtingen klasse I bevinden in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, wordt de belasting, vastgesteld op een percentage per schijf van de bruto-opbrengst van die spelen, volgens de volgende schaal berekend.

(in euro)	Toepasbaar percentage
Brutowinstschijf	
van 0,01 tot en met 1.200.000	20”
van 1.200.000,01 tot en met 2.450.000	25”
van 2.450.000,01 tot en met 3.700.000	30”
van 3.700.000,01 tot en met 6.150.000	35”
van 6.150.000,01 tot en met 8.650.000	40”
van 8.650.000,01 tot en met 12.350.000	45”
12.350.000,01 en meer	50”

**Art. 8.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 77 van hetzelfde Wetboek aangevuld met volgend lid :

“De automatische kansspeltoestellen die zich in een kansspelinrichting klasse I bevinden in de zin van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, en die in dat opzicht onderworpen zijn aan de belasting op de spelen en de weddenschappen volgens wat bepaald is bij artikel 45, vallen evenmin onder deze titel.”

**Art. 9.** Voor wat betreft het Waalse Gewest worden in artikel 91 van hetzelfde Wetboek de woorden “waarvan de exploitatie is verboden krachtens artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 betreffende het spel, aangevuld bij de wet van 19 april 1963 en bij artikel 1 van de wet van 22 november 1974” vervangen door de woorden “waarvan de exploitatie niet toegelaten is voor de instelling waar ze zich bevinden, ter uitvoering van de artikelen 4, 7 en 8 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, of waarvan de exploitatie door een gemachtigde instelling de bepalingen vastgesteld door de Koning ter uitvoering van dezelfde wet van 7 mei 1999, niet naleeft”.

**Art. 10.** Deze afdeling treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2003, artikel 9 uitgezonderd, dat op 30 december 2000 in werking treedt.

*Afdeling 4. — Wijzigingen in artikel 60 van het Wetboek der successierechten en in artikel 140 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten*

**Art. 11.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 60 van het Wetboek der successierechten vervangen door volgende bepaling :

“Art. 60. § 1. De artikelen 55 en 59 zijn enkel van toepassing op de organismen en instellingen die aan volgende voorwaarden voldoen :

a. het organisme of de instelling dient een zetel van werkzaamheden te hebben :

- ofwel in België;

- ofwel in de lidstaat van de Europese Gemeenschap waarin de erflater daadwerkelijk verbleef of zijn arbeidsplaats had op het ogenblik van zijn overlijden, of waarin hij voorheen daadwerkelijk verbleven is of zijn arbeidsplaats heeft gehad;

b. het organisme of de instelling dient in die zetel hoofdzakelijk en belangeloos doelstellingen na te streven van ecologische, menslievende, filosofische, religieuze, wetenschappelijke, artistieke, pedagogische, culturele, sportieve, politieke, syndicale, professionele, humanitaire, vaderlandslievende of burgerlijke aard, dan wel inzake onderwijs, zorgverlening aan mensen of dieren, maatschappelijke bijstand of personenbegeleiding, op het ogenblik waarop de erfopvolging geopend wordt;

c. het organisme of de instelling dient zijn statutaire zetel, zijn centraal bestuur of zijn voornaamste vestiging op het grondgebied van de Europese Unie te hebben.

§ 2. Indien de rechtspersoon vermeld in paragraaf 1 een vereniging zonder winstoogmerk is die geldig is opgericht in België of die geldig is opgericht in het buitenland overeenkomstig de wet van de staat waaronder ze ressorteert en zodra de waarde van het legaat de 1.500 euro overschrijdt of zodra de ambtenaar die het bevoegde kantoor leidt krachtens artikel 38 het oplegt om na te zien of de voorwaarden van paragraaf 1 verenigd zijn, wordt de toepassing van het verlaagde percentage ondergeschikt gemaakt aan de neerlegging door de vereniging van volgende documenten en inlichtingen, tegelijk met de aangifte waarin het aanvaarde legaat wordt vermeld en bij het bevoegde kantoor krachtens artikel 38 :

a. indien de vereniging erkend is overeenkomstig artikel 110 van het Wetboek der inkomensbelastingen tijdens de periode waarin de erflater overleden is : een voor eensluidend verklaard afschrift van de voor die periode verkregen erkenning;

b. in het tegenovergestelde geval :

- het afschrift van de vigerende statuten van de vereniging, met in voorkomend geval een vertaling in het Frans, en de verwijzingen naar de wettelijke bekendmakingen van die statuten;

- het adres van de zetel van de vereniging;

- de vermelding van de doeleinden en de activiteiten van de vereniging;

- het adres van de zetels van werkzaamheden van de vereniging, evenals hun benaming indien die benaming niet dezelfde is als die van de vereniging.

Op verzoek van de ambtenaar die het bevoegde kantoor krachtens artikel 38 leidt, kan de toepassing van het verminderde percentage daarnaast, om na te zien of de voorwaarden van paragraaf 1 verenigd zijn, ondergeschikt worden gemaakt aan de mededeling van een voor eensluidend verklaard afschrift van de ontvangsten- en uitgavenrekening van het laatste boekjaar van de vereniging en van de begroting van het op het ogenblik van het overlijden lopende boekjaar.”

**Art. 12.** Voor wat betreft het Waalse Gewest, wordt artikel 140, tweede lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten vervangen door volgende leden :

"De verlagingen ingeschreven in het eerste lid, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, zijn enkel van toepassing op de schenkingen aan rechtspersonen die volgende voorwaarden verenigen :

a. de rechtspersoon dient een zetel van werkzaamheden te hebben :

- ofwel in België;

- ofwel in de lid-Staat van de Europese Gemeenschap waarin de schenker daadwerkelijk verblijft of zijn arbeidsplaats heeft op het ogenblik van de schenking, of waarin hij voorheen daadwerkelijk verbleven is of zijn arbeidsplaats heeft gehad;

b. de rechtspersoon dient in die zetel hoofdzakelijk en belangeloos doelstellingen na te streven van ecologische, menslievende, filosofische, religieuze, wetenschappelijke, artistieke, pedagogische, culturele, sportieve, politieke, syndicale, professionele, humanitaire, vaderlandslievende of burgerlijke aard, dan wel inzake onderwijs, zorgverlening aan mensen of dieren, maatschappelijke bijstand of personenbegeleiding, op het ogenblik van de schenking;

c. de rechtspersoon dient zijn statutaire zetel, zijn centraal bestuur of zijn voornaamste vestiging op het grondgebied van de Europese Unie te hebben.

Indien de begiftigde rechtspersoon vermeld in beide vorige leden een vereniging zonder winstoogmerk is die geldig is opgericht in België of die geldig is opgericht in het buitenland overeenkomstig de wet van de staat waaronder zij ressorteert, zodra de waarde van de gift 1.500 euro overschrijdt of zodra de ambtenaar die het bevoegde kantoor leidt krachtens de artikelen 39 en 40 het oplegt om na te zien of de voorwaarden van beide vorige leden verenigd zijn, wordt de toepassing van het verlaagde percentage ondergeschikt gemaakt aan de neerlegging door de vereniging van volgende documenten en inlichtingen, tegelijk met de akte waarin de schenking vermeld wordt en bij het bevoegde kantoor leidt krachtens de artikelen 39 en 40 :

a. indien de vereniging erkend is overeenkomstig artikel 110 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen tijdens de periode waarin de schenking plaatsvond : een voor eensluidend verklaard afschrift van de voor die periode verkregen erkenning;

b. in het tegenovergestelde geval :

- het afschrift van de vigerende statuten van de vereniging, met in voorkomend geval een vertaling in het Frans, en de verwijzingen naar de wettelijke bekendmakingen van die statuten;

- het adres van de zetel van de vereniging;

- de vermelding van de doeleinden en de activiteiten van de vereniging;

- het adres van de zetels van werkzaamheden van de vereniging, evenals hun benaming indien die benaming niet dezelfde is als die van de vereniging.

Op verzoek van de ambtenaar die het bevoegde kantoor krachtens de artikelen 39 en 40 leidt, kan de toepassing van het verminderde percentage daarnaast, om na te zien of de voorwaarden van de leden 1 en 2 verenigd zijn, ondergeschikt worden gemaakt aan de mededeling van een voor eensluidend verklaard afschrift van de ontvangsten- en uitgavenrekening van het laatste boekjaar van de vereniging en van de begroting van het op het ogenblik van de schenking lopende boekjaar."

**Art. 13.** Deze afdeling treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

#### *Afdeling 5 — Wijziging in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

**Art. 14.** § 1. Voor wat betreft het Waalse Gewest, worden in artikel 257, 3<sup>o</sup>, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de woorden "of de wettelijk samenwonende" ingevoegd na de woorden "met inbegrip van de echtgenoot".

§ 2. Paragraaf 1 treedt in werking vanaf het aanslagjaar 2005.

**Art. 15.** § 1. Voor wat betreft het Waalse Gewest, worden in artikel 258, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, de woorden "in artikel 257, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "in artikel 257, 1<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>bis".

§ 2. Voor wat betreft het Waalse Gewest, worden in artikel 259 van hetzelfde Wetboek, de woorden "in artikel 257, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>" vervangen door de woorden "in artikel 257, 2<sup>o</sup> tot 3<sup>o</sup>bis".

§ 3. De paragrafen 1 en 2 treden in werking op 1 januari 2004.

**Art. 15bis.** In artikel 253, 1<sup>o</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, na de woorden "met inbegrip van de serviceflats en opvanginfrastructuren voor kinderen onder drie jaar", de woorden "evenals de infrastructuur voor de opvang en huisvesting van gehandicapte personen" toevoegen.

#### *HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de thesaurie en de schuld*

##### *Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut*

**Art. 16.** In artikel 1, § 2, eerste lid, van het decreet van 19 december 2002 houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurieën van de Waalse instellingen van openbaar nut worden de woorden "Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de bevordering van de Land- en Tuinbouw) vervangen door de woorden "Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité" (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw).

**Art. 17.** Deze afdeling treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

##### *Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de schuld*

**Art. 18.** Op 1 januari 2003 is het Waalse Gewest gemachtigd om de schuld bestaande leningen aangegaan door derden en waarvoor in een tegemoetkoming van het Gewest voorzien is in de rente- en/of aflossingslast, in eigen naam over te nemen.

**Art. 19.** De Waalse Regering is belast met de uitvoering van deze afdeling, met de vaststelling van de wijze van uitvoering en wordt er met name mee belast de lijst van de leningen bedoeld bij artikel 18 op te stellen.

**Art. 20.** Deze afdeling heeft uitwerking vanaf 1 januari 2003.

#### *HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de organisatie van de energiemarkten*

##### *Afdeling 1. — Decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt*

**Art. 21.** Artikel 14 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt wordt aangevuld als volgt :

"9<sup>o</sup> in de wijze van en voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van installaties ten bate van de netbeheerder om de veiligheid van zijn net te garanderen."

**Art. 22.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

"de tijdelijke levering van eindafnemers van een leverancier die niet meer in staat is de levering te garanderen".

**Art. 23.** Er wordt een artikel 36bis, luidend als volgt, in hetzelfde decreet ingevoegd :

"Art. 36bis. - De bepalingen van de artikelen 47 tot en met 49 van het elektriciteitsdecreet gelden voor de gasmarkt."

**Art. 23bis.** Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 39. Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de inning en de geschillen inzake de gewestelijke belastingen is niet van toepassing op de bepalingen van deze afdeling."

**Art. 24.** In artikel 42, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "om de drie maanden" vervangen door het woord "maandelijks".

**Art. 25.** Artikel 46, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

"§ 1. In elke gemeente wordt er op initiatief van de voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn een lokale adviescommissie opgericht voor de onderbreking van de gaslevering en de minimumelektriciteitslevering, bestaande uit :

- één vertegenwoordiger, aangewezen door de raad voor maatschappelijk welzijn;
- één vertegenwoordiger die in het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn verantwoordelijk is voor de maatschappelijke begeleiding inzake energieverbruik;
- één vertegenwoordiger ofwel van de beheerder van het gasnet ofwel van de beheerder van het elektriciteitsnet waarop de klant aangesloten is.

De commissie wordt bijeengeroepen op initiatief van de beheerder van het distributienet of van de afnemer. Ze beslist onder meer :

1° over de eventuele onderbreking van de minimumlevering van elektriciteit aan de beschermde afnemer die in aanmerking komt voor de gewaarborgde minimumlevering die door de netbeheerder gewaarborgd en geleverd wordt; indien tot de onderbreking beslist wordt, geeft de commissie er de duur van aan;

2° over de verlening van laad- of herlaadkaarten tussen 15 november en 15 maart voor de afnemers die op gas aangesloten zijn.

De commissie beslist met de meerderheid van de leden na de afnemer opgeroepen te hebben om gehoord te worden. De afnemer kan zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een raadsman. De commissie beraadslaagt achter gesloten deuren.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de afnemer en aan de netbeheerder binnen de zeven dagen.

De Regering bepaalt de wijze van en de procedure voor de werking van de commissie en kan er de samenstelling van uitbreiden naar elke persoon die er belang bij zou hebben vertegenwoordigd te worden. Naar gelang van de bijzondere klimaatomstandigheden kan de Regering de periode bedoeld bij het tweede lid, 2°, uitbreiden."

**Art. 26.** In artikel 48, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "die in het Waalse Gewest gevestigd is" geschrapt.

**Art. 27.** Artikel 50 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in de Franse tekst worden de woorden "en trois points" vervangen door de woorden "comme suit";

2° punt 3 wordt geschrapt.

**Art. 28.** Artikel 73, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden ", voor wat betreft de gasaspecten" worden ingevoegd tussen de woorden "opgeheven" en de woorden "bij de inwerkingtreding";

2° de woorden ", voor wat betreft de elektriciteitsaspecten, bij de inwerkingtreding" ingevoegd tussen de woorden "van dit decreet en" de woorden "van artikel 34, 1°, b. » .

#### *Afdeling 2. — Decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt*

**Art. 29.** In artikel 2, 3°, van het decreet betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "of koude" worden ingevoegd tussen het woord "warmte" en de woorden "van de afnemer";

2° de woorden "van dezelfde hoeveelheden warmte en elektriciteit" worden vervangen door de woorden "van dezelfde hoeveelheden warmte, elektriciteit of koude".

**Art. 30.** In artikel 13 van hetzelfde decreet wordt er een 11° ingevoegd luidend als volgt :

"11° de wijze van en de voorwaarden voor de terbeschikkingstelling van installaties van de gebruiker ten bate van de netbeheerder om de veiligheid van zijn net te garanderen."

**Art. 31.** In artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, wordt 1° aangevuld met een punt f luidend als volgt :

"f. inzake de tijdelijke levering aan de eindafnemers van een leverancier niet meer in staat is om de levering op zich te nemen;"

**Art. 32.** In artikel 39, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, wordt volgens lid ingevoegd tussen de leden 1 en 2 :

"De Regering kan de minimumhoeveelheid bedoeld bij het eerste lid afhankelijk laten maken van het verbruiksniveau van de eindafnemers en op voorwaarde dat er door laatstgenoemden een verbintenis aangegaan wordt ter zake van energiebesparingen. Het voordeel daarvan gaat rechtstreeks naar de afnemers waarvan sprake."

**Art. 33.** In artikel 45, § 4, van hetzelfde decreet wordt het woord "drie" vervangen door het woord "vier".

**Art. 34.** In artikel 46, § 1, 1°, wordt het woord "markt" vervangen door het woord "electriciteitsmarkt".

**Art. 34bis.** Artikel 48, derde lid, van hetzelfde decreet wordt geschrapt.

**Art. 35.** In artikel 51, § 2, 11°, van hetzelfde decreet wordt het woord "leveranciers" vervangen door het woord "electriciteitsleveranciers".

**Art. 36.** In artikel 53 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "in het Waalse Gewest gevestigde" geschrapt;

2° in paragraaf 2 worden de woorden "Onverminderd paragraaf 1" geschrapt en luidt de zin als volgt : "De in artikel 39, § 2, bedoelde administratieve boete bedraagt";



3° paragraaf 5 wordt aangevuld met volgend lid :

"Het beroep bepaald bij artikel 569, 33°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt binnen de dertig dagen na kennisgeving van de beslissing ingediend."

*Afdeling 3. — Energie-audit*

**Art. 36bis.** De Waalse Regering bepaalt de voorwaarden voor de doorvoering van een energie-audit in een woning. Onder voorwaarden worden de kwaliteiten verstaan die vereist zijn van de persoon die gemachtigd is om de energie-audit in een woning door te voeren, en de voorwaarden voor de doorvoering van de energie-audit.

Onder energie-audit wordt de doorvoering van een cijfermatige energiebalans verstaan aan de hand waarvan de zwakke punten op het vlak van energie geïdentificeerd worden en waarmee verbeteringen voorgesteld worden.

**HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende het leefmilieu en de ruimtelijke ordening**

*Afdeling 1. — Bepalingen betreffende de financiering van het afvalstoffenbeleid*

**Art. 37.** Artikel 5 van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, gewijzigd bij de decreten van 26 juni 1997 en 28 juni 2001, wordt aangevuld met volgende paragraaf :

"§ 6. Met instemming van de Waalse Regering is het Centrum gemachtigd om de financiering van installaties voor het afvalstoffenbeheer zoals omschreven bij artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen tegen de percentages vastgesteld bij artikel 11 van voorvermeld besluit te waarborgen. Die financieringswijze wijkt van de wijze van uitbetaling van de toelagen bedoeld bij voorvermeld besluit af."

**Art. 38.** In artikel 5bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 28 juni 2001, worden de woorden "artikel 5, §§ 3 en 4 van dit decreet" vervangen door de woorden "artikel 5, §§ 3, 4 en 6, van dit decreet".

**Art. 39.** De datum van inwerkingtreding van deze afdeling wordt door de Waalse Regering vastgesteld.

*Afdeling 1bis - Wijzigingsbepaling*

**Art. 39bis.** In artikel 6, eerste lid, van het decreet van 20 februari 2003 betreffende het Sociaal Waterfonds in het Waalse Gewest worden de woorden "aan de verbruiker" geschrapt.

*Afdeling 2. — Bepalingen betreffende het stedenbouwkundige en het leefmilieubeheer van de bedrijfsruimten*

**Art. 40.** Er wordt een artikel 31bis, luidend als volgt, ingevoegd in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium :

"Art. 31bis. § 1. De ontsluiting van de gemengde bedrijfsruimte, de industriële bedrijfsruimte, in de zin van artikel 30, van het gebied voorzien van het merk in overdruk "AE", van het gebied voorzien van het merk in overdruk "GD" en van het gebied voorzien van het merk in overdruk "RM" in de zin van artikel 31, wordt ondergeschikt gemaakt aan de goedkeuring door de Regering van een stedenbouwkundig en leefmilieubestek dat voor het gehele gebied geldt.

§ 2. Het stedenbouwkundig en leefmilieubestek is een beleidsdocument voor het beheer en de programmering van de ontsluiting van een bedrijfsruimte zoals bedoeld bij paragraaf 1.

Op grond van een evaluatie van de situatie in feite en in rechte, en rekening houdend met de aard van de vooropgestelde bedrijfsactiviteiten, bevat het stedenbouwkundig en leefmilieubestek :

- 1° een samenvattende studie van de dwangmatigheden en de potentialiteiten;
- 2° de omschrijving van de algemene doelstellingen van de ontsluiting van het gebied;
- 3° de omschrijving van de opties inzake aanleg van het gebied voor elkeen der volgende aspecten :
  - de integratie in het leefmilieu en in diens menselijke kenmerken;
  - de mobiliteit van de goederen en de personen;
  - de uitrustingen en de technische netten, meer bepaald ten opzichte van de geologie, de hydrogeologie en de orohydrologie;
  - de stedenbouw en de architectuur;
  - het landschap.

Daarnaast kan het maatregelen bevatten met betrekking tot de bevordering van hernieuwbare energie en het eventuele programma voor de geleidelijke bezetting van het gebied.

Het geeft de geldigheidsduur van het stedenbouwkundig en leefmilieubestek aan, dat de tien jaar te rekenen van diens goedkeuring niet mag overschrijden.

§ 3. Voorafgaandelijk aan de afgifte van de eerste stedenbouwkundige of milieuvergunning of van de enige vergunning met betrekking tot de ontsluiting van het gebied, wordt het stedenbouwkundig en leefmilieubestek opgesteld op initiatief van het Gewest, de gemeente, de betrokken intercommunale of van een natuurlijke of rechtspersoon, voorzover laatstgenoemde eigenaar is van het gehele gebied of behoorlijk gemachtigd is door de eigenaars van het gebied.

Het stedenbouwkundig en leefmilieubestek wordt opgesteld door een erkende persoon in de zin van de artikelen 11 en 282, 1, van dit Wetboek.

§ 4. Op grond van een voorafgaandelijk overleg tussen de gemachtigde ambtenaar van de buitendienst van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium en het college van burgemeester en schepenen, het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling en elk betrokken bestuur, en van het door die gemachtigde ambtenaar opgestelde verslag, keurt de Regering het stedenbouwkundig of leefmilieuvorslag goed of weigert het binnen de vijftienveertig dagen na ontvangst van het dossier door de gemachtigde ambtenaar van de buitendienst van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bedoeld bij paragraaf 3 bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. Een afschrift van de beslissing, waarbij het stedenbouwkundig en leefmilieubestek wordt gevoegd, wordt tegelijkertijd ter informatie overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeente(n) en aan het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Waalse Gewest.

Bij ontstentenis van de kennisgeving van de beslissing van de Regering kan bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst door de aanvrager een herinneringsschrijven gericht worden aan de Regering.

Indien de Regering zijn beslissing niet verstuurt binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst door de Regering van het aangetekend herinneringsschrijven wordt het stedenbouwkundig en leefmilieubestek geacht goedgekeurd te zijn.

Het stedenbouwkundig en leefmilieubestek wordt bij elke aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning, milieuvergunning of enige vergunning met betrekking tot de ontsluiting van het gebied gevoegd.

§ 5. Elke wijziging die schade berokkent aan de algemene doelstellingen voor ontsluiting van het gebied bedoeld bij paragraaf 2, tweede lid, 2°, vereist de herziening van het stedenbouwkundig en leefmilieubestek. Zij wordt ingediend door de aanvrager bedoeld bij paragraaf 3, het Gewest of elke andere belanghebbende persoon. De

bepalingen met betrekking tot de goedkeuring van het stedenbouwkundig en leefmilieubestek gelden voor de herziening ervan. Indien de herziening aangevraagd wordt op initiatief van een andere persoon dan de aanvrager bedoeld bij paragraaf 3, wint de Regering het advies van de aanvrager bedoeld bij paragraaf 3 in over de vooropgestelde wijziging. Een afschrift van de beslissing, waarbij het stedenbouwkundige en leefmilieubestek wordt gevoegd, wordt door de gemachtigde ambtenaar van de buitendienst overgemaakt aan de houders van een stedenbouwkundige vergunning, milieuvergunning of enige vergunning."

**Art. 41.** Deze afdeling treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Zij geldt voor de bedrijfsruimten bedoeld bij de artikelen 30 en 31 die nog niet ontsloten zijn.

#### HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de landbouw

##### Afdeling 1. — Bepaling betreffende het landbouwkundig onderzoek

**Art. 42.** Artikel 12 van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en Evaluatiecomité voor Landbouwkundig Onderzoek wordt aangevuld met volgende paragraaf :

"§ 6. In het kader van de steun aan landbouwkundig onderzoek zoals omschreven bij artikel 1, 1°, stelt de Regering de criteria vast om ervoor in aanmerking te komen alsook de wijze van toekenning ervan.

De Regering stelt de prioriteiten vast inzake landbouwkundig onderzoek en het onderzoekscentrum eigen aan het Centrum."

##### Afdeling 2. — Bepalingen betreffende kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten

**Art. 43.** Overeenkomstig artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt in het Ministerie van het Waalse Gewest een "Fonds budgétaire de la qualité des produits animaux et végétaux" (Begrotingsfonds voor de kwaliteit van de dierlijke en plantaardige producten), hierna het Fonds genoemd, opgericht.

Een Raad waarvan de organisatie, de samenstelling en de werking door de Regering worden vastgesteld, maakt een advies over op de wijze waarop het Fonds beheerd wordt.

Een jaarverslag waarin de inventaris van de financieringsbronnen, de toewijzing en de wijze van doorvoering ervan worden opgemaakt, wordt overgemaakt aan de Waalse Regering en aan de Waalse Gewestraad.

**Art. 44.** Aan het Fonds worden toegewezen :

1° de bijdragen die door de Regering worden opgelegd ten laste van de natuurlijke en de rechtspersonen die planten of plantaardige producten, dieren of dierlijke producten voortbrengen, in de handel brengen, vervoeren, bewerken, verwerken, invoeren of uitvoeren;

2° de verhogingen en de intresten van de bijdragen bedoeld bij 1°, evenals de intresten uit de betalingen;

3° de bedragen, rechten en vergoedingen opgelegd overeenkomstig de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt en de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, geïnd voor de controles en de prestaties van de overheid;

4° de administratieve geldboetes opgelegd in het kader van de wetten van 11 juli 1969 en 28 maart 1975 bedoeld onder 3°;

5° de inningen van vergoedingen en voorschotten verleend in het kader van de wetten bedoeld bij 3°;

6° de vrijwillige of contractuele bijdragen;

7° de inkomsten uit de bijdrage van de Europese Unie tot de uitgaven verricht door het Fonds.

**Art. 45.** De Regering bepaalt het bedrag van de verplichte bijdragen bedoeld bij artikel 44, 1°, evenals de wijze van inning ervan. Hij bepaalt eveneens de gevolgen van niet-betaling en laattijdige betaling van de aan het Fonds verschuldigde bedragen.

De Waalse Regering dient onmiddellijk, indien de Waalse Gewestraad verenigd is, zoniet bij de opening van de eerstvolgende vergadering, een ontwerp-decreet tot bevestiging van de ter uitvoering van het eerste lid genomen besluiten bij de Waalse Gewestraad in.

**Art. 46.** De middelen van het Fonds dienen te worden besteed aan de financiering of prefinanciering van de uitgaven voor het kwaliteitsbeleid inzake dieren, planten en plantaardige en dierlijke producten dat onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest valt zoals voortvloeiend uit artikel 2 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen overeenkomstig de wet van 20 juni 1956 betreffende de verbetering van de rassen van voor de landbouw nuttige huisdieren, de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, aan de uitgaven voortvloeiende uit de verplichtingen van het Gewest wat betreft het beleid inzake genetisch gewijzigde organismen.

De uitgaven kunnen verband houden met vergoedingen, toelagen of prestaties, meer bepaald de personeels-, werkings-, investerings- of andere kosten verbonden met acties of opdrachten waartoe besloten is in het kader van het Fonds en die door wetenschappelijk personeel of derden zijn doorgevoerd.

**Art. 47.** § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie worden de inbreuken op de bepalingen van de artikelen 44 tot en met 46 van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen opgespoord en vastgesteld door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest aangewezen door de Minister bevoegd voor Landbouw. Daartoe hebben die personeelsleden te allen tijde vrije toegang tot de bedrijfsgronden, -uitrustingen en -lokalen. Zij kunnen zich alle nodige inlichtingen en stukken laten verstrekken en alle nuttige vaststellingen verrichten.

De processen-verbaal die door die personeelsleden van de overheid zijn opgesteld hebben kracht van bewijs tot het tegendeel bewezen is.

Van een afschrift wordt binnen de vijftien dagen na de vaststelling kennis gegeven aan de daders van de inbreuk.

§ 2. De vaststellingen van inbreuken op de bepalingen van de artikelen 44 tot en met 46 van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen, verricht door de gerechtelijke agenten van de parketten, door de leden van de federale politie en de lokale politie, worden aan de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, aangewezen door de Minister bevoegd voor Landbouw, medegedeeld.

De processen-verbaal opgesteld door die agenten van de overheid hebben kracht van bewijs tot het tegendeel bewezen is.

Van een afschrift wordt binnen de vijftien dagen na ontvangst van het proces-verbaal aan de daders van de inbreuk kennis gegeven door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest, aangewezen door de Minister bevoegd voor Landbouw.

**Art. 48.** Onverminderd de eventuele toepassing van strengere, bij het Strafwetboek vastgestelde straffen of bijzondere strafwetten, wordt met een boete van 2,5 tot 125 euro bestraft :

- degene die de bijdrage niet betaalt of die het totale bedrag van de bijdrage niet betaalt binnen de termijn;
- degene die zich verzet tegen de bezoeken, inspecties, controles of verzoeken om inlichtingen of stukken van de agenten van de overheid bedoeld bij artikel 47 of die bewust onjuiste of onvolledige inlichtingen of documenten verstrekt.

Bij herhaling binnen de drie maanden na een vorige veroordeling wegens een inbreuk bedoeld bij het eerste lid, wordt de geldboete verdubbeld.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk V uitgezonderd, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, gelden voor de inbreuken bedoeld bij dit artikel.

#### *Afdeling 3. — Bepalingen met betrekking tot het grondbeleid*

**Art. 49.** Er wordt een "Fonds en matière de politique foncière" (Grondbeleidfonds) opgericht, hierna "het Fonds" genoemd, dat een variabel krediet vormt in de zin van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991.

Aan het Fonds worden toegewezen, de inkomsten uit de wederverkoop van de goeden aangekocht in het kader van het grondbeleid, uit de wederverkoop van landelijke goeden afkomstig van het vermogen van het "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) en de toepassing van de artikelen 56 en 57 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet en artikel 76 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken.

De Regering stelt de lijst van de vermogensgoederen van het Gewest vast die ten bate van het grondbeleid vervreemd zouden kunnen worden.

Op het krediet met betrekking tot het Fonds bedoeld bij het eerste lid worden enkel de uitgaven toegerekend met betrekking tot de aankoop en het behoud van landgoeden in het kader van het grondbeleid en de uitoefening van het voorkooprecht bepaald bij voornoemde verkavelingswetten.

**Art. 50.** Het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) wordt opgeheven.

**Art. 51.** Deze afdeling treedt in werking op 1 januari 2004.

#### *HOOFDSTUK VI. — Bepalingen betreffende de plaatselijke en ondergeschikte besturen*

**Art. 52.** Er wordt in het decreet van 5 december 1996 betreffende de Waalse intercommunales een artikel 26bis, luidend als volgt, ingevoegd :

"Art. 26bis. § 1. Indien het Waalse Gewest een inbreng verricht die de helft van het kapitaal van de intercommunale overschrijdt, kunnen de statuten in afwijking van artikel 12 en, in voorkomend geval, van artikel 26 bepalen :

1. dat de meerderheid der stemmen in de beheers- en controleorganen aan het Waalse Gewest toebehoort. In dat geval worden de beslissingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur, van het college der commissarissen en de beperkte beheersorganen enkel geldig getroffen als ze de meerderheid der stemmen van de vertegenwoordigers van het Waalse Gewest, aanwezig of in die organen vertegenwoordigd, behaald hebben;

2. dat het voorzitterschap van de raad van bestuur en van het college der commissarissen toevertrouwd wordt aan een vertegenwoordiger van het Waalse Gewest. In die veronderstelling kunnen de eventuele mandaten van ondervoorzitters enkel toegewezen worden aan vertegenwoordigers van gemeentelijke of provinciale vennoten;

3. dat het Waalse Gewest te allen tijde de intercommunale kennis kan geven van de vervanging van één zijner leden in diens verschillende organen.

§ 2. Wat betreft de situaties bedoeld bij paragraaf 1, worden de beslissingen van de beheersorganen onderworpen aan de controle van twee commissarissen van de Waalse Regering, die door hem benoemd en ontslagen worden, op volgende wijze :

a. de commissarissen van de Regering wonen de vergaderingen van de beheersorganen met raadgevende stem bij. Zij kunnen te allen tijde en ter plaatse inzage krijgen in de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en in het algemeen in alle stukken en boekhoudkundige stukken van de intercommunale. Zij kunnen van alle bestuurders, personeelsleden en beambten iedere uitleg of inlichting eisen en kunnen alle verificaties verrichten die hen nodig lijken in de uitvoering van hun mandaat. Zij kunnen daarnaast elk vraagstuk dat verband houdt met de inachtneming van de regelgeving, de statuten en de verplichtingen van de intercommunale laten agenderen voor de vergadering van de raad van bestuur;

b. elke Regeringscommissaris beschikt over een termijn van vier volle dagen om zijn beroep in te dienen tegen de uitvoering van elke beslissing die hij tegenstrijdig met de wet, het decreet, de statuten of het openbaar belang acht. Het beroep is opschortend. Die termijn gaat in vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing getroffen is, voor zover de Regeringscommissaris regelmatig daarvoor is opgeroepen en in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop hij daarvan kennis heeft gekregen;

c. de commissarissen oefenen hun beroep bij de Regering uit. Als de Waalse Regering zich niet binnen een termijn van dertig dagen na het beroep heeft uitgesproken, wordt de beslissing definitief. Van de vernietiging van de beslissing wordt door de Regering aan de intercommunale kennis gegeven."

**Art. 53.** Artikel 34 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

#### *HOOFDSTUK VII. — Bepalingen met betrekking tot de instandhouding en de bescherming van het erfgoed*

##### *Afdeling 1. — Bepaling met betrekking tot de beschermingsprocedure*

**Art. 54.** In artikel 197 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, worden de woorden "De Regering begint de beschermingsprocedure" vervangen door de woorden "De Regering kan de beschermingsprocedure beginnen".

##### *Afdeling 2. — Bepalingen met betrekking tot het "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut voor het Waalse Patrimonium)*

**Art. 55.** Artikel 218 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, wordt vervangen door volgende bepaling :

"Art. 218. - Het "Institut du Patrimoine wallon" heeft als doel de eigenaars van beschermde goeden bij te staan om die te vernieuwbouwen, de instandhouding van de knowhow en de perfectionering in de patrimoniumsambachten te garanderen en de beschermde gewestelijke eigendommen of delen ervan die geen bestuurlijke bestemming hebben, te valoriseren.

De opdracht van bijstandsverlening aan de eigenaars van beschermde goeden wordt uitgeoefend ten opzichte van de goeden, opgesomd in een lijst die door de Regering is vastgesteld. Die lijst kan enkel goeden bevatten die zich op het grondgebied van het Waalse Gewest bevinden, het Duitstalige taalgebied uitgezonderd.

De opdracht bestaande uit de valorisering van de gewestelijke eigendommen wordt uitgeoefend ten opzichte van de goeden, opgesomd in een andere door de Regering vastgestelde lijst."

**Art. 56.** In artikel 219 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, worden de woorden "het beheer door het Waalse Gewest van beschermde goederen" vervangen door de woorden "de bijstand aan de eigenaars van beschermde goeden".

**Art. 57.** In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 220*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 220*bis*. - De valorisering van de gewestelijke eigendommen of delen ervan die door het "Institut du Patrimoine wallon" beschermd worden, bestaat erin :

1° overeenkomsten te sluiten met de betrokken gewestelijke besturen om het tussenkomstbereik van elkeen ervan op de betrokken goeden af te bakenen;

2° alleen of in een samenwerkingsverband projecten op te zetten voor de toewijzing of nieuwe toewijzing van die eigendommen;

3° alleen of in een samenwerkingsverband de investeringen te verrichten die onontbeerlijk zijn voor de concretisering van de projecten bedoeld bij 2° en, in voorkomend geval, het rechstreekse of overgedragen bouwheerschap over die investeringen op zich te nemen;

4° de exploitatie van die eigendommen op zich te nemen of toe te vertrouwen nadat die investeringen eenmaal verricht zijn;

5° openbare manifestaties te organiseren of te laten organiseren in de eigendommen en daarover publicaties uit te geven of te laten uitgeven;

6° de eventuele inkomsten die met dat beheer of die manifestaties verband houden, te ontvangen en opnieuw toe te wijzen op de betrokken eigendommen."

### Afdeling 3. — Oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap "Triage-lavoir du Centre"

**Art. 57*bis*.** Er wordt onder de benaming "Triage-lavoir du Centre", hierna "de vennootschap" genoemd, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht met als doel de vernieuwbouw van de kolenwasserij annex sorteerinrichting "Lavoir du Centre", gelegen in de "rue des Mineurs 31", te Péronnes (Binche), alsook van diens naaste omgeving, en meer in het bijzonder diens herbesteding door elk passend middel, namelijk diens inrichting en herstel met het oog op diens latere verkoop, diens terbeschikkingstelling in ongeacht welke vorm.

Die rechtspersoon neemt de plaats in van de naamloze vennootschap met dezelfde naam waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is "rue de Nimy 53", te Bergen, ingeschreven onder bedrijfsnummer 480753576.

**Art. 57*ter*.** De vennootschap neemt de vorm van naamloze vennootschap aan. Behalve de afwijkingen voortvloeiende uit de bepalingen van dit decreet is ze geregeld bij het Wetboek van vennootschappen.

De eerste statuten zijn bij dit decreet gevoegd. De statutenwijzigingen, met inbegrip van de wijzigingen die de ontbinding van de vennootschap teweegbrengen, worden goedgekeurd door de algemene vergadering en de Regering ter goedkeuring voorgelegd.

**Art. 57*quater*.** Als aandeelhouders van de vennootschap kunnen optreden :

1° het Waalse Gewest;

2° elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon;

3° elke vennootschap waarvan kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks in handen is van het Waalse Gewest en/of van elke andere publiekrechtelijke persoon ter hoogte van minstens 50 %;

4° elke andere privaatrechtelijke persoon.

Ongeacht de samenstelling van het kapitaal wordt de meerderheid der mandaten in de raad van bestuur toegewezen aan kandidaten voorgedragen door de aandeelhouders bedoeld onder de punten 1° tot en met 3° van het eerste lid van dit artikel.

Het mandaat van voorzitter van de raad van bestuur en dat van afgevaardigd-bestuurder kunnen enkel toegewezen worden aan een bestuurder die benoemd wordt op voordracht van de aandeelhouders bedoeld onder de punten 1° tot en met 3° van het eerste lid van dit artikel.

De duur van de mandaten bedoeld bij vorig lid overschrijdt niet vijf jaar.

**Art. 57*quinquies*.** 1. De vennootschap is onderworpen aan de controlebevoegdheid van de Regering door toedoen van een door laatstgenoemde aangewezen commissaris.

2. De Regeringscommissaris woont de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij. Te allen tijde kan hij ter plaatse inzage krijgen in de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en, in het algemeen, alle geschriften van de vennootschap. Hij kan van de bestuurders en de personeelsleden alle uitleg en inlichtingen eisen en alle verificaties verrichten die hem noodzakelijk lijken in de uitvoering van zijn mandaat.

3. De commissaris kan een beroep aan de Regering richten tegen elke beslissing van de vennootschap die hij strijdig acht met de wet of het openbaar belang. Dat beroep is opschortend. Het dient uitgeoefend te worden binnen een termijn van tien dagen.

Die termijn gaat in ofwel de dag waarop de vergadering van de raad van bestuur waarop de beslissing goedgekeurd is, plaatsvindt, ofwel, in alle andere gevallen, de dag waarop de commissaris kennis heeft genomen van de goedgekeurde beslissing.

De Regering kan de handeling vernietigen binnen een termijn van dertig dagen die ingaat op dezelfde datum. Bij ontstentenis wordt de opschorting opgeheven en wordt de beslissing definitief.

**Art. 57*sexies*.** De inkomsten van de vennootschap zijn volgende :

1° de inkomsten uit haar bedrijvigheid, meer bepaald de inkomsten uit haar vermogen;

2° de opbrengst van leningen en alle geldverrichtingen;

3° het bedrag van de toelagen, voorschotten, leningen of andere geldvoordelen die haar toegekend zouden worden door overheden of openbare instellingen.

**Art. 57*septies*.** De boekhouding van de vennootschap wordt gehouden overeenkomstig de wetgeving over de bedrijfsboekhouding.

Het kadastraal inkomen van de goeden van de vennootschap wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor zover die goeden uit eigen beweging niet renderen.

**Art. 57*octies*.** Mits goedkeuring van de Regering kan de vennootschap in eigen naam en in eigen opdracht ontengingen wegens openbaar nut verrichten.

Naast de gevallen bepaald bij andere wets- of decreetsbepalingen kunnen die onteigeningen onroerende goeden betreffen die zich in de omtrek van de afgedankte bedrijfsruimte, in een stadsheroplevings- of stadsvernieuingsgebied bevinden. Zij kunnen eveneens het beschermde goed betreffen, alsook de gronden die er noodzakelijk toe behoren of de gronden die in het beschermingsgebied rondom het goed opgenomen zijn.

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling en betreffende de huisvesting*

**Art. 58.** Er wordt een artikel 13, luidend als volgt, ingevoegd in het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode :

"Art. 13. - De openbare huisvestingsmaatschappij die in aanmerking komt voor een erkenning van de "Société wallonne du Logement" toegekend op grond van de artikelen 88, § 1, en 130, § 1, van de Waalse Huisvestingscode, blijft enkel voor die erkenning in aanmerking komen als op 31 december 2004 al haar personeelsleden in dienst genomen zijn op grond van een arbeidsovereenkomst.

De maatschappij vergewist zich ervan dat de voormalig statutaire personeelsleden die in dienst worden genomen op grond van een arbeidsovereenkomst, binnen perken die door de Regering verder aangegeven kunnen worden, hun verworven rechten."

**Art. 59.** In de artikelen 116, 175.15 en 185*bis* van de Waalse Huisvestingscode, ingevoerd bij het decreet van 29 oktober 1998 en gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 31 mei 2001, 20 december 2001 en 15 mei 2003 worden, telkens in de eerste paragraaf, de woorden "wordt toevertrouwd aan meerdere revisoren" door de woorden "wordt toevertrouwd aan één of meerdere revisoren" en telkens in paragraaf 2, de woorden "De revisoren" door de woorden "De revisor(en)".

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen betreffende de overheidsdiensten*

**Art. 60.** Er wordt een artikel 2*bis* ingevoegd in het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, luidend als volgt :

"Art. 2*bis*. De instellingen van openbaar nut als volgt beschikken over een eigen statuut :

1° "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

2° "Port autonome de Liège" (Autonome Haven van Luik)."

**Art. 61.** De wet van 21 juni 1937 betreffende de oprichting van de Autonome Haven van Luik wordt aangevuld met een artikel 4 luidend als volgt :

"Art. 4. - De directeur-generaal wordt door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 62.** Artikel 105, tweede lid, van het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 20 december 2001 en 15 mei 2003, wordt vervangen door volgende tekst :

"De directeur-generaal wordt door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 63.** Artikel 22 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, wordt vervangen door volgende tekst :

"Art. 22. - De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden aangewezen door de Regering voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen [betreffende de tussenkomst van het beheersorgaan] vastgesteld bij het besluit van de Regering houdende het statuut van de personeelsleden van het "Office".

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 64.** Artikel 4, § 4, van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public (ISSeP)" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) in het Waalse Gewest wordt vervangen door volgende tekst :

"§ 4. De directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de inspecteurs-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 65.** Artikel 12 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit wordt aangevuld met volgende leden :

"De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 66.** Artikel 7, § 2, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, zoals gewijzigd bij de decreten van 26 juni 1997, 22 januari 1998 en 28 juni 2001, wordt vervangen door volgende tekst :

"§ 2. De leidende ambtenaren worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 67.** Artikel 40 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, zoals gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998, wordt vervangen door volgende tekst :

"Art. 40. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 68.** Het tweede, derde en vierde lid van artikel 18 van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, zoals gewijzigd bij de decreten van 22 januari 1998 en 13 maart 2003, worden vervangen door volgende tekst :

"De directeur van het psychiatrisch ziekenhuis en de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 69.** Artikel 11, eerste lid, van het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Exportagentschap) wordt vervangen door volgende tekst :

"De directeur-generaal en de inspecteur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 70.** Artikel 8, § 2, tweede lid, van het decreet van 25 februari 1999 van het "Agence wallonne des Télécommunications" (Waals Agentschap voor Telecommunicatie) wordt vervangen door volgende tekst :

"De voorzitter en de administrateur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 71.** Artikel 225, eerste lid, van het decreet van 1 april 1999 betreffende het behoud en de bescherming van het patrimonium wordt vervangen door volgende tekst :

"De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 72.** Artikel 5, eerste lid, van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en Evaluatiecomité voor Landbouwkundig Onderzoek wordt vervangen door volgende tekst :

"De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal worden door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 73.** Artikel 175.9, § 1, tweede lid, van het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, zoals gewijzigd bij de decreten van 18 mei 2000, 14 december 2000, 20 december 2001 en 15 mei 2003 wordt vervangen door volgende tekst :

"De directeur-generaal wordt door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.

In voorkomend geval wijst de Regering de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan overeenkomstig vorig lid."

**Art. 74.** Het decreet van 4 december 2003 tot oprichting van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek) wordt in diens artikel 14, § 1, als volgt gewijzigd :

"De Regering wijst de ambtenaar- of de ambtenaren-generaal aan voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode."

**Art. 75.** De artikelen 60 tot en met 74 van dit programmadecreet treden in werking de dag van de inwerkingtreding van de Waalse Ambtenarencode.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de raad 603 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 28.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 16 december 2003.*

*Bespreking - Stemming.*